



La maison bleu marine

« Je suis un laboureur »
Raffarin, janvier 2002.

DES MOIS qu'il peinait à boucler son budget. Des journées et des nuits entières, passées au téléphone avec untel, unetelle, ou à être tiré d'un rêve vicinal par l'appel matinal de Monsieur 82 %. « Alors, vous en êtes où? » « Entre la Bourse qui s'écroule, une reprise qui se fait attendre et Votre Volonté de respecter les folles promesses faites durant la campagne, je dois avouer, Votre Grandeur, que je ne sais par quel bout prendre ce satané budget. » Furieux, le président prit une feuille de papier, traça en son centre un grand trait. Dans la colonne de gauche, il nota rapidement: police, gendarmerie, armée, prisons. Dans celle de droite; éducation, culture, santé, travail, environnement. Puis il faxa le tout, accompagné d'un petit mot tendre: « Voilà, il est fait ton budget, et bonne nuit mon gros Poitevin. »

Bonne nuit? Tout laboureur qu'il était, le brave serviteur de l'État savait que la France d'en bas risquait fort d'être agacée par une loi de finances qui viendrait révéler au grand jour la finalité d'un projet reposant en pratique sur son élimination.

Sa feuille de route, signée Chirac, il la connaissait par cœur: satisfaire les classes supérieures, concéder aux couches moyennes quelques aménagements, donner aux autres l'illusion qu'on se préoccupe d'eux, acheter la paix sociale en envoyant dans les quartiers quelques troupeaux de CRS. Ainsi, durant l'été, alors même qu'il relevait le prix des transports publics, celui de l'essence et les tarifs de France Télécom,

Raff' s'opposa courageusement à une augmentation du... timbre. On crut un instant voir en lui une sorte de Robin-des-Deux-Sèvres, mais, à la suite de ce cadeau, il autorisa le patronat à enterrer les 35 heures, lesquelles, doit-on le rappeler, auront surtout servi les intérêts de ce dernier. Dans le même mouvement, il créa les contrats-jeunes, stratagème basé sur l'exonération des charges patronales, et grâce auquel des fonds publics serviront désormais à améliorer la marge des entreprises privées.

Comme si le message n'était pas assez clair, est ensuite programmé une baisse de l'impôt, la plus inégalitaire qui puisse être, puisque pour un couple gagnant 84 000 F par mois (12 800 euros) le bénéfice sera, sur l'année, de 12 500 F (1 900 euros), alors que pour un couple de smicards (11 700 F, 1 800 euros) il sera de 124 F (19 euros)¹. Sans parler des foyers qui, ne gagnant pas assez, ne sont pas soumis à cet impôt, et pour qui le gain est nul: un foyer sur deux, bagatelle...

Arrive l'heure du budget. Chirac veut frapper fort. Les premières mesures dictées par les barons du Medef n'ont pas créé le chahut prévu. Les syndicats sont affaiblis, décrédibilisés: trop de compromissions, trop de couleuvres avalées sans le moindre haut-le-cœur. Le salarié est assoupi, le cadre moyen trop occupé à lorgner sur les cours de la Bourse. On a pu foutre en l'air la réduction du temps de travail, arroser de fric les entreprises, virer 6 000 personnes à l'Éducation nationale et même envisager de toucher aux retraites, sans que la France descende dans la rue. Monsieur 82 %, en fin politique qu'il est, sent qu'on peut y

aller franco, chausser les gros sabots de la « réforme nécessaire », et enfoncer le clou dans le lard d'un peuple avachi.

Celui qui, d'après les journaux (comme quoi faut pas les croire, les journaux), devait, après l'élection de Jospin (une formalité) croupir un bon nombre d'années dans le quartier VIP de la Santé, celui-là dirige maintenant une maison bleu marine, une maison dans laquelle on ne trouve aucun livre, aucun enfant non plus, encore moins d'étrangers, mais solidement gardée par un gendarme, quelques tanks, des batteries de missiles.

Cette maison bleu marine, plutôt que d'être adossée comme les autres à la colline, est bâtie sur un tas d'immondices, de déchets, certains nucléaires. L'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe), a vu son budget amputé de 34,5 %. Jusqu'à présent l'Ademe intervenait financièrement auprès des collectivités locales, pour l'aide au traitement des déchets ménagers. Il lui reste de quoi publier une jolie affiche tous les ans, avec des fleurs en fond, ce dont Bachelot se contentera. Parions que l'affiche vantera les mérites du nucléaire, « la seule énergie vraiment propre »².

Dans le registre des voisins sympas, la maison bleu marine compte donc une caserne, un commissariat, six prisons. Le budget de la Défense réjouit les militaires (ce n'est pas une contrepèterie), 40 milliards d'euros, seize fois celui de la culture, plus de 6 % de hausse, etc.

Des théâtres, des cinémas, des salles de spectacles fermeront, afin que la France puisse se doter d'un second porte-avions. Des services sociaux fermeront, des hôpitaux, des crèches, afin de permettre à des Tanguy et Laverdure de s'éclater dans de Super-Rafales, essayant vainement de prouver que notre technologie guerrière vaut celle des Américains, alors que ces derniers s'en foutent. Quoi, on critique l'armée? Atteinte au moral des troupes, au violon!

Ça tombe bien, depuis que la maison bleu marine contrôle le pays, les têtes poussent pire que des chancres. Cinq milliard d'euros pour le ministère de la Justice, 7,43 % de hausse, les magistrats ont applaudi... Les imbéciles pensaient qu'ils seraient, d'ici peu, 7,43 % de magistrats en

plus. C'était compter sans la demande-de-la-France-d'en-bas. Les voleurs, les mendiants, les jeunes, suffit pas de les arrêter, faut pouvoir les coffrer aussi. D'où la création d'un « secrétariat d'État aux programmes immobiliers de la justice », une première, que se devait d'inaugurer l'imbuvable Bédier (maire de Mantes-la-Jolie, se revendiquant comme un véritable « abruti de droite »³, lauréat des derniers Big Brother Awards; il s'y distingua par l'utilisation qu'il fit d'une subvention destinée à la réhabilitation d'un quartier: l'argent, tout l'argent, passa dans un système de vidéosurveillance dudit quartier), lequel secrétariat absorbe l'essentiel des 7,43 %. 180 postes de magistrats seront créés pour faire illusion. Dans le même temps, on embauchera plus de 600 matons. Le véritable objectif? Doubler, d'ici cinq ans, les « capacités d'accueil ». Bédier est chargé de l'accueil. La France d'en bas s'endort tranquille.

Elle ferait bien pourtant d'ouvrir l'œil et de surveiller ses enfants. Au rythme où avance la « réforme », un flic pourrait les embarquer et les garder au chaud au seul prétexte qu'ils n'ont pas salué correctement M. le Principal. Parce que c'est bien gentil de faire sauter 6 000 postes dans l'Éducation nationale, mais qui veillera sur nos enfants? Certainement pas les profs, déjà totalement débordés et dont ce n'est pas le métier. Alors? Alors, allo police? Déjà, à plusieurs reprises ces dernières années, des policiers armés ont investi des cours dites de récréation, sans que personne ne s'en émeuve. On pourrait de cette façon, et presque à l'infini, multiplier des images qui, comme dans un puzzle pour enfant, seraient autant de fragments dévoilant assez vite la nature du tableau final.

On peut encore citer des chiffres: culture, moins 5,2 %; travail, santé, moins 3,5, etc. Rappeler qu'un missile coûtera toujours plus cher qu'une bibliothèque de quartier, et que lui ne rapporte rien. S'indigner devant la fermeture d'un centre d'accueil pour étrangers, dans une ville où se bâtit le futur local de la police municipale.

S'indigner, gueuler, geindre. Agir? Ah oui, tiens, agir...

Fred

groupe Louise-Michel

« Les vrais fous sont ceux qui acceptent le monde tel qu'il est, et non tel qu'il devrait être. » Cervantès



Samedi 5 octobre

Lyon

Pot de rentrée de La Plume noire et de l'UL-FA-Lyon à 17 h au 19, rue Pierre-Blanc. Retrouvons-nous autour d'un verre pour échanger et discuter de l'année à venir.

Marseille

À partir de 15 h, dans le cadre de « la nuit de l'anarchie », le CIRA organise une exposition et une conférence-débat avec R. Goutalier sur Louise Michel au théâtre Tournesol, 16, promenade Léo-Ferré.

Melun (77)

Le groupe Sacco et Vanzetti de la FA appelle à rejoindre la manifestation de soutien aux sans-papiers du 77 à 14h30 devant la préfecture.

Metz

Manifestation de soutien à Djamel, qui est victime de la double peine et qui risque d'être expulsé prochainement. À l'appel du Collectif (Scalp, FA, CNT, PCF, CGT, LCR, SUD, LO, PS, LDH, Attac, Mrap, etc.), à 15 heures, de la Colonne Merten jusqu'à la préfecture.

Paris 10°

Le syndicat des correcteurs organise un meeting sur « les retraites et la protection sociale » à 14 heures à la Bourse du travail, 3, rue du Château-d'Eau, salle Ambroise-Croizat.

Paris 11°

Forum à la librairie du Monde libertaire avec Gabi Mouesca, auteur de *Prison@net, journal d'un longue peine* à 16h30, 145, rue Amélot.

Dimanche 6 octobre

Paris 11°

À 16h30, journée d'infos et de solidarité: projection de film, ren-

Agenda

contre-débat sur la situation dans les territoires occupés en Palestine et musiques au CIGP, 21 ter, rue Voltaire. M° Rue-des-Boulets.

Paris 14°

L'émission Folk à lier organise un bal folk en soutien à Radio libertaire avec Bruno Sabalat, Joubal, Tournesol, Sonerien Breizh 77, Dialto et le Grand orchestre libertaire. De 15 à 20 heures au 22, rue Delambre.

Vendredi 11 octobre

Metz

Journée de soutien aux inculpés de No Border. À 16 heures, discussion-débat sur la liberté de circulation et d'installation; à 20 h 30, concert avec Anima (punk-hardcore), les Gamma GT (punk rock) et un groupe de métal (entrée 4 euros). Tout ça à la MJC Sainte-Barbe.

Samedi 12 octobre

Auxerre

Journée internationale d'études « Ernest Cœurderoy (1825-1862), écrivain visionnaire, homme politique », à l'Abbaye Saint-Germain.

Cachan (94)

À 22 heures, nouveau spectacle de Frédérique au « Pain roses chansons » au 40, rue des Vignes.

Marseille

À partir de 15 h, le CIRA organise une conférence-débat avec Ronald Creagh sur le thème « Les grandes émotions. Comment décider? » au CIRA, 3, rue Saint-Dominique.

Metz

Meeting de la CNT à 15 h, salle Braun, avec des représentants des fédés PTT, Culture, Éducation, Santé-social et Bâtiment. En soirée, de 20 h à minuit: La Chorale révolutionnaire de Nancy, deux groupes de chanson: les Minables et Elle l'a mauvaise, et une lecture d'un texte sur le travail par un camarade de la CGT-culture (à confirmer).

Mardi 15 octobre

Rouen

L'insoumise organise une vidéo-débat: *Danger travail* de P. Carles, « Un autre discours sur le travail » à 20 h 30 au 128, rue Saint-Hilaire.

Radio libertaire

Jeudi 3 octobre

Si vis pacem: à 18 h, le collectif national pour objecter à « l'esprit de défense » appelle à manifester contre le salon Euronaval, le 19 octobre à 15 h, 19, rue du Colonel-Avia.

Mercredi 9 octobre

Blues en liberté à 10h30, country blues, découvertes de la fin du XX^e siècle.

Jeudi 10 octobre

Si vis pacem: à 18 h, les motions du 42^e congrès de l'Union pacifiste: pour une Europe sans armée.

Mercredi 16 octobre

Blues en liberté: à 10h30, Tao Ravao, de Chicago à Madagascar, en revenant à Paris!

Jeudi 17 octobre

Si vis pacem: à 18 h, aux racines de l'antimilitarisme, en mémoire de Jean Gauchon, avocat des objecteurs et fondateur de l'Union pacifiste.

Le livre libertaire en fête

Chez Armand Gatti à « la Parole errante », 9, rue François-Deberge, 93100 Montreuil. Entrée: 1 euro par jour

Samedi 19 octobre

De 14 à 16 heures: « Engagement et écriture » avec Philippe Bouquet, Sébastien Doubinsky, Armand Gatti, Serge Livrozet, Thierry Maricourt, Michel Ragon.

De 17 à 19 heures: « Les politiques sécuritaires » avec Jean-Pierre Garnier (*Des barbares dans la cité, La Bourse ou la ville, Le nouvel ordre local*), Fabien Jobard (*Les bavures policières*), Laurent Mucchielli sous réserve (*Violences et insécurité*), Miguel Chueca (*Les Temps maudits*).

Dimanche 20 octobre

Journée consacrée au « renouveau du livre anarchiste ».

De 11 à 13 heures: « Anarchisme et histoire » avec Gaetano Manfredonia (*L'Anarchisme en Europe*), Jean Préposiet (*Histoire de l'anarchisme*), Claude Faber (*L'Anarchie, une histoire de révoltes*).

De 17 à 19 heures: « Philosophie politique de l'anarchisme » avec Daniel Colson (*Petit lexique philosophique de l'anarchisme*), Eduardo Colombo (*Entrées des anarchistes*) pour la revue *Refractions*.

Les éditeurs qui tiendront table:

Ab irato, Agone, Albatroz éditions, Anarliste, les Nouvelles libertaires, Courant alternatif, FTP, Planète verte, Itinéraire, La Digitale, La Griffie, Le libertaire, Le Monde libertaire, Le Rivre, Les Temps maudits, Marginales, Maurice Juan, les éditions du Monde libertaire, Nautilus, PLPL, Paris-Méditerranée, Place d'armes, Prochoix, les éditions du Ravin bleu, Refractions, Ressouvenance, SAT Amikaro, Scalp-Reflex, Spartacus, Tops, Union pacifiste, Vent du ch'imin, Vidéos du Monde libertaire...

Les auteurs qui seront là:

Philippe Bouquet, Marie-Claire Calmus, Miguel Chueca, Eduardo Colombo, Daniel Colson, Roger Dadoun, Thierry Discepolo, Sébastien Doubinsky, Pierre Drachline, David Dumortier, Claude Faber, Yves Frémion, Jean-Pierre Garnier, Philippe Garnier, Armand Gatti, Roger Grenier, Claude Guillon, Rolland Hénault, Louis Janover, Fabien Jobard, Jacques Langlois, Lyes Laribi, Étienne Lesourd, Serge Livrozet, Janine Marc-Pezet, Gaetano Manfredonia, Thierry Maricourt, Philippe Maurice, Laurent Mucchielli (sous réserve), Ingrid Naour, Ngo Van, Geneviève Pastre, Patrick Pecherot, Jean Préposiet, Michel Ragon, Charles Reeves, Jean Rocchi, Francis Ronsin, Siné, Jean Soublin, Tardi, Tom Thomas, Sylvie Tissot, Pierre Tévanian, Jean-Manuel Traimond, Jacques Vallet, etc.

Photos et illustrations: droits réservés

Directeur de publication: Bernard Touchais
Commission paritaire n° 0906 I 80740 - Imprimeries IPS (Bernay)
Dépôt légal 44 145 - 1^{er} trimestre 1977 - Routage 205 - IPS
Diffusion NMPP

BULLETIN D'ABONNEMENT

le monde
libertaire

Rédaction - Administration:
145, rue Amélot, 75011 Paris
Tél.: 01 48 05 34 08 - Fax: 01 49 29 98 59

Tarif (hors série inclus)	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé France	Étranger
3 mois 13 n°	20 €	32 €	27 €
6 mois 25 n°	38 €	61 €	46 €
1 an 45 n°	61 €	99 €	77 €

Abonnement de soutien: 76 €

Abonnement étranger: les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe bancaire exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement postal international sur notre compte chèques postal (CCP).

Pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction en France métropolitaine (sous bande uniquement).

(En lettres capitales)

Nom Prénom.....
Adresse

Code postal

Ville.....

Pays

Chèque postal Chèque bancaire

Virement postal (compte CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico (à joindre au bulletin)

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage

Éditorial



GENS DU VOYAGE, mendiants, jeunes des cités et d'ailleurs. Étrangers, prisonniers, squatteurs, sans-papiers, militants politiques, syndicalistes, simples sympathisants des mouvements sociaux, etc., le « brouillon » de loi échappé curieusement du cartable de Sarkozy, justifie les craintes exprimées par les libertaires au lendemain du second tour de l'élection présidentielle.

En clair, il s'agit d'enclencher le processus du traitement pénal de la misère, lequel devrait conduire, à terme, à son éradication par défaut.

Les pauvres, les précaires, toujours plus nombreux et, donc, plus voyants, gênent en cela qu'ils participent au développement du sentiment de culpabilité chez les « forces vives », les gagnants, et nuisent au moral des guerriers de l'ultralibéralisme.

Il est donc urgent de les faire taire, voire d'effacer toute trace de leur présence sur nos trottoirs, ce que vise clairement le rétablissement du délit de mendicité, assorti de peines ahurissantes (six mois de prison, deux mille euros d'amende, etc.). Plus prosaïquement, lorsqu'un État fait le choix économique

de nier la demande sociale au seul profit de la demande entrepreneuriale, il se place dans l'obligation de répondre à la première d'une façon purement policière.

C'est bien l'objectif visé, et cette fuite organisée d'un texte n'ayant, selon Sarkozy et Perben, aucune valeur car « dépassé », ne cherche qu'à tester l'opinion, voir si elle bouge ou non.

Faire croire au malade qu'on va l'amputer d'une jambe, c'est s'assurer qu'il acceptera qu'on lui coupe la main. Stratégie vieille comme le monde, mais qui semble encore fonctionner.

Ainsi, le président de la LDH déclarait au lendemain de la publication, dans la presse, du « brouillon de loi »: « Que je sache, Jacques Chirac n'a pas été élu pour appliquer le programme de Le Pen. »

Et bien si, justement. Nous l'affirmons dans ces pages, au soir du premier tour. Pour nous, il était clair que, quel que soit le résultat final, Le Pen avait déjà gagné. Que ceux qui ont voté pour l'un afin de « faire barrage » à l'autre nous fassent savoir comment ils entendent, maintenant, dénoncer une politique qu'ils ont approuvée dans les urnes.

Du rififi au centre de tri de Rouen

VOUS AVEZ sans doute remarqué que ces derniers temps, votre journal vous arrivait avec quelque peu de retard... En effet, il a été victime de « dommages collatéraux » des conflits sociaux qui agitent La Poste régulièrement depuis ces dernières années. Depuis le 3 septembre dernier, le centre de tri postal de Sotteville-lès-Rouen (établissement d'où *le Monde libertaire* est dispatché à tous les abonnés) est en grève illimitée. En effet, une réunion entre la direction de La Poste et les syndicats (SUD, CGT, CFTC, CFDT, CGC, FO, dont seuls les deux premiers ont des syndiqués sur place) avait lieu ce jour, concernant une restructuration. Hors, avant même le début de cette « concertation », La Poste envoyait une note annonçant le détournement d'une partie du courrier vers un centre de tri parallèle fonctionnant à l'aide d'intérimaires sous-payés et non qualifiés, et la suppression de 36 postes. Le résultat ne s'est pas fait attendre: quelques heures plus tard, lors d'une AG du personnel, la grève illimitée était décidée et mise en application immédiatement, sur la base du refus des suppressions d'emplois et du détournement du courrier. À ce jour, le conflit perdure, et devant le refus obstiné de

la direction de revenir sur l'ouverture du centre antigrevé, les actions se multiplient. De plus, nous précisons qu'à l'heure actuelle, La Poste a engagé 24 procédures disciplinaires à l'encontre de grévistes, et l'un des cadres du centre parallèle s'est même permis de menacer le personnel en grève, qui manifestait devant son établissement avec deux maîtres-chiens et leurs molosses. Nous avons rencontré Pascal (SUD-PTT) et Michel (CGT-PTT) lors d'une manifestation de soutien devant la direction départementale de La Poste de Seine-Maritime qui se sont entretenus avec *le Monde libertaire*:

« La restructuration qui frappe actuellement le centre de tri de Sotteville se situe dans un contexte de délocalisation prochaine du site pour un établissement plus moderne et nettement plus automatisé. Ce qui conduit à 150 suppressions d'emplois environ.

— La Poste veut manifestement mettre au pas le personnel, qui a une longue tradition de lutte, avant l'entrée dans les nouveaux locaux, ce qui explique sa détermi-

nation et la répression à l'encontre de toutes résistances. »

Les 36 suppressions de postes annoncées touchant surtout l'équipe de nuit, c'est cette dernière qui est en grève.

« Tous les jours, il y a trois AG: une d'information, réunissant tout le personnel, gréviste et non gréviste, où sont faits, lorsqu'il y a lieu, les comptes rendus des audiences avec la direction. Une deuxième à 1 heure, avec également tout le personnel, qui est discutée et votée la poursuite du mouvement. Enfin, dans la foulée, une troisième AG ne concernant cette fois que les grévistes, où se décident collectivement les actions à mener et les revendications. Toutefois, la participation à ces actions se fait sur la base du volontariat. »

Alors que la direction de La Poste se gargarise dans la presse régionale que la distribution du courrier n'est pas perturbée, elle dénonce parallèlement des actes de sabotage entraînant... des perturbations, d'où les sanctions! Cherchez l'erreur!

« Contrairement à ce que dit la direction, le courrier détourné vers les centres antigrevé ne passe qu'à 60 % environ, et il faut voir dans quelles conditions! Les erreurs d'acheminement sont constantes, et les délais de distributions aberrants (jusqu'à dix jours au lieu d'un ou deux!). »

Ce conflit entre dans le cadre de la privatisation de La Poste et du processus de démantèlement des services publics.

« La mort du service public a été programmée à partir du moment où les gouvernements successifs se sont alignés, sur les directives libérales de Bruxelles.

— En Allemagne, le service postal a été majoritairement privatisé. En Suède aussi, et les effectifs ont été réduits d'un tiers! »

On se dirige vers une « mission de service public universel », expression qui cache un nivellement par le bas des services postaux accessibles à tous, à savoir un service de distribution plus que minimum.

« En France, tout a commencé au début des années 80, avec la loi

Rocard-Quilès, qui a scindé les PTT en deux entités: La Poste et France Télécom ».

En effet, on voit bien où l'expérience libérale a mené cette dernière!

« Ces quelques dernières années, le processus s'est accéléré à grands coups de filialisations — privatisation de certaines activités jugées rentables (*ndlr*) —, de restructurations, de remise en cause du statut de fonctionnaires, d'embauches de contractuels, et de politique managériale agressive. »

Après deux manifestations de soutien, des témoignages de solidarités de facteurs du département, et plusieurs actions de blocage par les grévistes du centre antigrevé, le conflit perdure: la détermination reste intacte. Nous n'en voudrions pas aux grévistes si la distribution du *Monde libertaire* est encore perturbée: leur combat est le nôtre!

Il appartient maintenant à nous, usagers, de nous mobiliser pour reprendre possession de nos services publics avant que les séides de Seillière ne s'en chargent! Rendez-vous le 3 octobre prochain à Paris, pour se battre contre la privatisation de tous les services publics!

Guy, Julien, Yannick
FA, Rouen

EN 2001, 119 personnes atteintes de pathologies graves sont mortes en prison, en exécutant leur peine, sans avoir bénéficié « de la grâce ou de la suspension de peine » et 94 les ont suivies, depuis le début de l'année 2002. Hors, grâce à la mise en application de la loi de mars 2002, neuf personnes « atteintes de pathologie engageant le pronostic vital, dont l'état de santé était durablement incompatible avec le maintien en détention¹ » ont été récemment libérées de prison, dont... Maurice Papon. Sorti de Fresnes avec le sourire, bon pied bon œil, celui-ci... narguant encore, les familles d'anciens déportés...

Or, pour que « justice soit éventuellement faite », le problème est aujourd'hui de réussir à faire appliquer une même loi pour tous, alors que les prisonniers et leurs familles éprouvent tant de difficultés à se débattre, devant l'imbroglio juridique en place. D'autant que selon Act-Up Paris: « s'inscrire sur une liste de demande de libération, pour un séropositif emprisonné, pose des questions graves, pour sa sécurité et sa survie au quotidien, au sein d'un système carcéral qui tend à séparer les bons, des mauvais malades ». En effet, une fois repérées, que devient, en milieu carcéral, le quotidien des personnes infectées²?

Certains journalistes ont reproché à Act-Up de ne s'intéresser au problème que « tardivement », alors que depuis de

« Papon, retourne dans ta maison... d'arrêt! »

nombreuses années, l'association dénonce le fait que nombre de personnes sont dans une situation médicale, qui nécessitent l'arrêt immédiat de leur incarcération. Or, obtenir une grâce médicale prend des semaines, voire des mois. Et l'association de se demander si l'absurdité d'un tel

libérée, est à toute heure menacée d'expulsion, pour un pays d'origine où les traitements sont inaccessibles⁴.

Ces quelques cas sont hélas répertoriés, mais isolés, parmi des centaines identiques. Le nombre total des personnes décédées dans les mêmes conditions reste sans

nité d'auto-amnistie, quand des personnes attendent, dans des situations vitales dramatiques, qu'on leur donne seulement le droit de se soigner dignement... ou de mourir en paix... Hors des murs d'une cellule de prison.

Lors d'un piqueting⁵ devant le ministère de la Justice, un des slogans d'Act-Up rappelait simplement: « Malades en prison, Chirac coupable, Perben irresponsable! » Ce qui n'empêche pas Dominique Perben de se glorifier d'avoir réussi à octroyer quelques 5,037 milliards d'euros pour le nouveau budget de la Justice (+ 7,43 %) par rapport à 2002⁶. Le nouveau gouvernement montre ainsi ses priorités: la répression à outrance. Pendant qu'il s'interroge sur des amnisties mineures de délits politiques, financiers ou routiers, les sans-papiers, les usagers de drogue, les prostitué(e)s se font enfermer massivement, sous prétexte de « différence » ou de « mendicité »... De plus, ce gouvernement projette la construction de nouvelles prisons, au moment où tous les rapports confirment que la prison et les centres pour mineurs ne sont pas la bonne solution⁷. Chirac par son inaction, se rend chaque jour

coupable de morts supplémentaires! La réaction pour la libération, sans « cas par cas » et « sans conditions », de nos camarades séropositifs incarcérés, ne fait que se mettre en place... et nous ne manquerons pas de vous tenir informés des prochaines actions de lutte, relayées par toutes et tous les individus qui ne supportent pas la libération de M. Papon, alors que nos camarades emprisonnés ne sont même pas soignés... dans les règles fondamentales du respect humanitaire de base. Les anarchistes sont tout comme les militants d'Act-Up... Très en colère... et ce n'est qu'un début!

Patrick Schindler

Groupe Claaaaaash

e-mail:

groupe-claaaaaash@federation-anarchiste.org



mécanisme n'est pas tout simplement délibérée...

Pour exemples: X est incarcéré en centre de détention, atteint par la double contamination VIH et VHC³. Sa demande de grâce médicale a été refusée, alors même que l'avis médical stipule que son état est incompatible avec la détention. Y, atteinte par le VIH et sans papiers, sur le point d'être

réponse, du côté du ministère de la Justice, ou du service de communication du président complice en place: Chirac. En effet, depuis cinq ans, Jacques Chirac voit les demandes de grâces s'accumuler sur son bureau et depuis cinq ans il ne fait rien, alors que c'est une question de vie ou de mort! Il préfère à cette réalité morbide, les débats sur l'opportu-

Idéologie et pratiques sécuritaires contre les contestations antiglobalisation

FACE aux mobilisations planétaires de masse, les maîtres du monde évitent de laisser le débat aux mains des contestataires, et sur leur terrain. Ils dévient la question en la faisant porter sur leur légitimité démocratique, au nom des gens qu'ils représentent. Cela permet de justifier la répression auprès de l'opinion publique, au nom de la défense de la liberté et de la démocratie¹. Un bon manifestant est donc quelqu'un qui respecte les institutions en place, et défile sur les parcours négociés avec les autorités. Les autres sont violents, marginaux, contestent l'ordre établi: ces délin-

quants méritent alors une réponse policière de droit commun. On vient donc à des traitements sécuritaires pour la prévention de manifestations, à des réponses policières: fouilles au corps, blocages aux frontières, interdiction de circuler, etc. D'ailleurs, les sommets internationaux ne sont commentés aujourd'hui qu'en termes de sécurisation urbaine, de définition des périmètres de sécurité, etc. Pendant ce temps, on ne parle pas des structures supra-étatiques pourtant montrées du doigt, des décisions qui s'y prennent, ni des conceptions qui les sous-tendent. Encore moins du rôle criminogène des

polices qui saccagent, blessent, humilient, tuent au cours des sommets. On peut définir l'idéologie sécuritaire comme l'imaginaire de la peur, entretenu par le biais de stéréotypes, aboutissant à un repli sur soi et à un recours aux valeurs ou institutions refuge ou sécurisantes. La boucle se referme: tout le monde bouge, mais rien ne change.

Calomnier pour isoler

Est donc disqualifiée toute initiative, même massive, qui serait entachée d'incidents, même minimes: Quelques dégradations, au besoin provoquées ou encouragées par les polices, discréditent un événement mobilisateur ou des idées. Ce qui minimise la crédibilité des opposants et justifie les violences d'État. Car les gouvernements alimentent la peur avec la complicité des médias de masse en répandant des rumeurs, en passant les mêmes images d'éventuels débordements, en donnant une proportion énorme aux incidents. La répression se justifie ainsi grâce à une mise en spectacle et l'entretien d'une peur du manifestant.

Autre conséquence, la division du mouvement. Dans le cas de la délinquance générale, la désignation du bouc émissaire (le « jeune de banlieue », l'immigré, etc.) monte une partie de l'opinion contre une frange de la société et génère des comportements de rejets, d'isolements, de défiance, sans distinctions. Il en est de même dans le mouvement antiglobalisation où l'acceptation de la diversité des tactiques devenue concrète s'accompagnait d'une solidarité dans la répression. Aujourd'hui, le mouvement se craquelle à chaque incident (Göteborg, Gênes, etc.). En juillet 2002, lors de manifestations organisées par le campement « No Border » à Strasbourg, l'association Attac locale a dénoncé toute assimilation entre ces antimondialisations et eux. Pas un mot de solidarité pour les blessés et les arrestations...²

Autre conséquence directe de la criminalisation des contestataires de l'ordre mondial, la stratégie consistant à négocier avec les « pacifistes » en leur octroyant le droit de parler au nom de tous, en leur accordant des subventions, etc. (Barcelone, Séville, les forums sociaux), ce qui a pour effet de mettre en évidence ceux qui ne se reconnaissent pas dans ces cartels réformistes et de les traiter en conséquence (infiltrations, surveillances, perquisitions, arrestations, etc.).

Du local au global

Le renforcement de l'idéologie et des pratiques sécuritaires dans les années quatre-vingt a touché plusieurs pays européens; et la pionnière fut peut-être l'Angleterre, de Thatcher à Tony Blair (*ravers, poll-tax*, etc.). De fait, cette thématique dépasse le cadre français. Il faut envisager la réflexion au niveau continental, et planétaire.

Pour la France, le traitement sécuritaire des revendications antiglobalisation et anticapitalistes est postérieur à la criminalisation des mouvements sociaux hexagonaux. Il est aujourd'hui parallèle, indissociable: de la répression en France contre les syndicalistes, les soutiens aux sans papiers, etc., on est passé à celle des luttes internationales ou internationalistes à une échelle européenne. L'acharnement contre les libertés est bien là: des lois Pasqua de 1995 qui limitaient le droit de manifester, octroyant à la police le droit de fouiller les véhicules ou les gens se rendant à la manifestation, jusqu'à la LSQ (loi de sécurité quotidienne) de Jospin dont l'article 24 élargit possiblement les perquisitions, même en l'absence de délit, à des locaux associatifs, politiques ou syndicaux. Ces lois visent le même objectif: pacifier les tensions sociales, en visant les réseaux combattifs pour éradiquer la contestation.

Au niveau continental, les décisions qui visent à l'édification d'une europolice ne cessent de progresser et de se doter de moyens puissants. Le SIS (Schengen Information System), mis en place en mars 1995, contient des millions de renseignements sur des personnes, et son champ d'action s'étend aujourd'hui officiellement aux manifestants avec fichiers d'empreintes et de photographies.

La recherche des États pour épier et nuire aux mouvements protestataires s'est orientée clairement vers les mouvements radicaux: les anticapitalistes, des Black Blocks aux « anarchistes ». Certains de leurs efforts les plus récents datent du 22 août 2000 où le service canadien du renseignement, en prévision du sommet des Amériques d'avril 2001, rédigeait un rapport divisant en deux catégories le mouvement antiglobalisation: les institutionnels (syndicats, Greenpeace, etc.) et les plus militants et plus radicaux (Black Blocks, anarchistes, etc.). Le rapport dit, entre autres: « Les citoyens et les groupes ont le droit

de manifester leur mécontentement, dans le respect des lois, en organisant des rassemblements plus ou moins importants, mais ils n'ont pas le droit d'empêcher la tenue de réunions politiques. »

Le 2 février 2001, sous la pression de l'Espagne, de la Grèce et de l'Italie, les polices européennes se voient proposer le « document Madrid ». On y trouve cette citation: « Au fil des différentes manifestations et réunions au sommet de l'Union européenne, on a pu observer une augmentation progressive des actes de violence et de vandalisme criminels commis par des groupes extrémistes radicaux, [...] des organisations qui, sous couvert de leur caractère légal, se livrent à des actions en marge de leurs activités déclarées, aidant ainsi indirectement les organisations terroristes à leurs fins. » Dans ce même document, on y trouve une nouvelle définition du terrorisme comme n'étant « pas seulement un groupe de commandos qui agissent mais un projet qui cherche à s'installer dans la société. » Le rapport Madrid se veut notamment « une nouvelle expérience de groupes d'investigation conjointe relative au terrorisme anarchiste ».³

Objectif: le silence

Afin de séparer l'opinion publique des militants et mouvements antimondialisation, l'assimilation au terrorisme est un précieux recours. À Gênes, en juillet 2001, lors de l'avant-dernier sommet du G8, une campagne de presse avait amalgamé les opposants aux réseaux islamistes; lors du dernier sommet du G8 à Kananaskis au Canada, les milliers de militaires mobilisés cherchaient des terroristes déguisés en militants antisommet. Enfin, lors des mobilisations en 2002 contre les sommets européens à Barcelone et Séville, le gouvernement Aznar assimilait les mouvements de manifestants aux réseaux de soutien à ETA. Cette logique d'amalgame est renforcée depuis l'attentat du 11 septembre contre le World Trade Center.

Ce qui découle des pratiques sécuritaires appliquées aux mouvements antiglobalisation, c'est donc la multiplication des initiatives contre les militants et leurs réseaux, et les flux d'informations (fichiers, écoutes, etc.) entre polices d'État. Donc une dégradation des principes fondamentaux des droits humains et politiques de la personne. Et la peur des (et parmi) manifestants de plus en plus divisés.

Daniel

groupe Gard-Vaucluse

NICE, GÈNES, BARCELONE...



Double peine

LA CAMPAGNE nationale contre la double peine organise un meeting, le 26 octobre, à 13 heures, au Zénith, à Paris.

Cette rencontre a pour objectif, au moment de la rentrée parlementaire, de contribuer à faire changer la loi. Plusieurs dizaines de milliers de personnes, au cours de plus de 180 débats, organisés dans autant de villes en France, ont été sensibilisées à l'injustice cruelle de la double peine.

La récente actualité nous renforce dans l'idée qu'il faut à tout prix abolir la double peine, fauteuse de vies brisées,

celles des personnes expulsées et celles de leurs familles. La campagne invite chacun à se mobiliser contre la double peine par sa présence à Paris, au Zénith, le 26 octobre.

De nombreux orateurs issus des horizons les plus larges ainsi que des personnes subissant la double peine, seront appelés à des prises de paroles brèves et fortes.

Le groupe La Tordue, engagé en faveur de la campagne, conclura ce meeting en musiques avec ses invités Sergent Garcia, Dézoriant et Femmouzes T.

www.unepainpointbarre.org

1. À rapprocher avec l'idée reprise en chœur à droite comme à gauche: « L'insécurité menace la démocratie. »

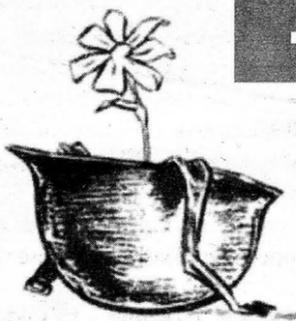
2. Par la suite, au cours des procès, cette association apportera son soutien aux inculpé(e)s.

3. *Le Monde libertaire*, février 2001.

Jean Bricmont

Lettre ouverte

aux pacifistes



LES CONCESSIONS irakiennes et les recommandations de dirigeants de nombreux pays ne semblent pas ébranler la détermination affichée par les États-Unis à imposer un « changement de régime » en Irak. En y renonçant maintenant, ils perdraient d'ailleurs toute crédibilité. Cette situation pose de nouveaux défis, tout en offrant l'espoir d'un renouveau des mouvements de la paix, à condition que nous ayons une vue claire de la situation. Les remarques qui suivent n'ont pour but que de lancer une réflexion et un débat parmi les pacifistes sur les attitudes à prendre.

Tout d'abord, il faut apprécier correctement les rapports de force réels. Les États-Unis possèdent une puissance de destruction, conventionnelle et non conventionnelle, unique dans l'histoire. Leur allié israélien est de loin l'État le plus puissant du Moyen-Orient. La supériorité économique des États-Unis sur l'Irak est écrasante. Mais ce n'est pas tout : la plupart des moyens d'information au niveau mondial présentent les États-Unis sous un jour favorable – en particulier en acceptant l'idée saugrenue que ce sont eux et non l'Irak qui sont menacés, malgré le rapport de force existant. Par ailleurs, ni les Viet-

Exiger le désarmement unilatéral d'un seul pays dans une région où il y a des conflits et des convoitises multiples n'est pas raisonnable.

namiens ni les millions d'autres victimes de la politique américaine depuis un demi-siècle n'ont attiré une attention des médias comparable à celle consacrée aux victimes du 11 septembre. Il existe aujourd'hui de nombreuses études montrant que les médias sont systématiquement biaisés lors des guerres. Nous devons par conséquent nous en méfier et utiliser et diffuser, autant que possible, des informations alternatives.

Nous ne devons pas nous laisser enfermer dans la logique des sanctions qui seraient un moyen approprié pour obtenir le désarmement unilatéral de l'Irak. En effet, quelle est cette logique ? Si on lève les sanctions, rien n'empêchera l'Irak de se réarmer. Donc, l'exigence de désarmement mène

à la perpétuation des sanctions qui, comme en ont témoigné des responsables du programme pétrole pour nourriture (von Sponeck et Halliday) ont des conséquences génocidaires pour la population, et cela malgré le fait que le régime irakien fait ce qu'il peut pour distribuer la nourriture disponible. Exiger le désarmement unilatéral d'un seul pays dans une région où il y a des conflits et des convoitises multiples n'est pas raisonnable. La seule solution passe par un désarmement global, en commençant par les pays les plus armés, Israël dans la région et les États-Unis au niveau mondial.

Les résolutions de l'ONU ne doivent pas être sacrifiées par le mouvement de la paix. D'une part, depuis la création de l'ONU, il existe une résolution demandant que les réfugiés palestiniens puissent rentrer chez eux. Tout le monde sait que cela ne se fera jamais, et personne n'exige des bombardements massifs ou un changement de régime en Israël pour mettre cette résolution en application. Ce type de résolution peut donc rester longtemps lettre morte. D'autre part, la structure du Conseil de sécurité ainsi que les rapports de force économiques au niveau mondial font que l'ONU, loin d'être une instance neutre, est trop souvent une arme entre les mains des grandes puissances. Finalement, il ne faut pas oublier que l'ONU a été créé pour éviter à l'humanité le « fléau de la guerre ». Si les États-Unis parviennent, au moyen de pressions politiques et économiques à convaincre le Conseil de sécurité d'appuyer leur offensive (comme ils l'ont fait en 1991), il ne faudra pas en conclure que la guerre est légitime, mais plutôt que l'ONU a renoncé à sa mission.

Il est, par ailleurs, absurde de présenter l'Irak comme une menace pour la paix. Aucun des pays voisins ne la considère comme telle. Lors de la guerre Iran-Irak, l'Occident a soutenu l'Irak, y compris en fournissant des armes chimiques, ce qui fait qu'il est assez cynique d'utiliser aujourd'hui cette guerre, comme on le fait en Occident, pour démoniser l'Irak. L'Irak n'a aucun moyen d'envoyer des missiles sur les États-Unis ou l'Europe et, surtout, il n'y a aucune raison de croire que ses dirigeants soient prêts au suicide national qu'une telle attaque impliquerait. Lors de la guerre de 1991, ils ont laissé leur pays être détruit par des armes conventionnelles plutôt que

d'utiliser les armes non conventionnelles qu'ils possédaient.

Nous devons séparer radicalement notre opposition à la guerre et notre opinion sur la nature du régime irakien. Qui accepterait que l'Inde, qui est une démocratie, envahisse la Syrie, qui est une dictature, pour y opérer un « changement de régime » ? Il ne faut pas non plus oublier que, pour les États-Unis, il y a de bonnes dictatures et de mauvaises, mais surtout, il y a de bonnes et de mauvaises démocraties : l'Argentine sous Menem est une bonne démocratie parce que la population y est atomisée et démoralisée et que les ressources nationales peuvent être bradées ; le Venezuela de Chavez est une mauvaise démocratie, pour les raisons inverses. Il est à noter que dans leur empressement à « défendre la démocratie », les États-Unis et l'Union européenne ont soutenu

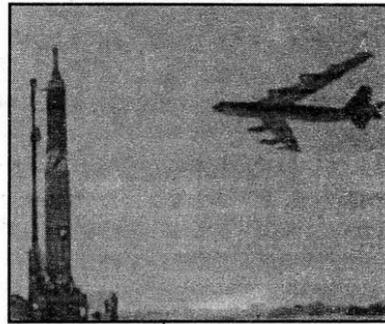


en avril 2002 au Venezuela un des coups d'État les plus éphémères de l'histoire. Quant au désir proclamé d'apporter la démocratie dans le monde arabe, il faut faire attention : un pays arabe qui serait véritablement démocratique tentera de contrôler ses ressources et sera bien plus antisioniste que les dictatures actuelles, parce qu'une telle attitude refléterait les aspirations de sa population. On peut douter que c'est cela que l'Occident souhaite.

Notre opposition à la guerre doit être inconditionnelle et basée sur des principes clairs. En particulier, elle ne doit pas se baser sur le coût de la guerre, pour nous ou même pour les Irakiens, sur les risques de déstabilisation de la région, etc. De tels arguments ont été avancés lors de la guerre du Kosovo ou de l'Afghanistan et, lorsque les échecs prédits ne se réalisent pas, cela affaiblit encore plus le mouvement de la paix. Il est très possible que les États-Unis arrivent à leurs fins par un coup d'État, une insurrection ou une guerre éclair. L'avenir le dira, mais

il ne faut jamais oublier qu'ils ont énormément de cartes dans leur jeu et qu'ils ont procédé de la sorte très souvent dans le passé. Une opposition solide à la guerre doit partir d'une vision globale.

La guerre froide, loin d'être une simple lutte défensive contre le communisme, a été caractérisée par ce qu'on pourrait appeler la latino-américanisation du monde, c'est-à-dire, d'une part, le remplacement de l'Europe par les États-Unis comme centre du système impérial et, d'autre part, la substitution du néocolonialisme au colonialisme. Le néocolonialisme permet de continuer le pillage classique, exploitation des ressources et de la main-d'œuvre du tiers-monde (et, aujourd'hui, de la matière grise qui doit suppléer aux déficiences de notre système éducatif), tout en permettant une autonomie politique formelle et



des mesures que ce mouvement prône, qu'il s'agisse de l'annulation de la dette ou de la remise en place de services publics forts, serait immédiatement traité comme l'Irak ou la Yougoslavie. On commencerait peut-être par des mesures de rétorsions économiques ou par une subversion politique (ce qui a d'ailleurs été essayé en Irak) ; mais il ne faut jamais oublier que la guerre est la dernière carte du système.

Finalement, nous ne devons pas craindre d'être isolés parce que nous adoptons une position claire. Les États-Unis sont forts militairement, mais ils sont en train de perdre la bataille des idées ; nous devons au moins faire tout ce que nous pouvons pour les affaiblir sur ce plan-là. De plus, ils sont face à un dilemme : s'ils n'attaquent pas, ils perdent leur pouvoir d'intimidation. S'ils attaquent, ils décupleront la haine dont ils sont déjà l'objet. Même en Europe, leur arrogance suscite une forte opposition. Mais, dans le Tiers Monde, la situation est différente : des millions de gens admirent Ben Laden et admireront demain Saddam Hussein. Pourquoi ? Parce qu'ils apparaissent – à tort ou à raison – comme les symboles de la résistance à l'oppression et à l'exploitation. Nous ne sommes pas obligés de partager ce point de vue, mais nous devons au moins adopter une attitude qui nous démarque radicalement des positions des gouvernements occidentaux et qui rende possible le dialogue entre les mouvements pacifistes en Occident et les mouvements bien plus radicaux qui existent dans le tiers-monde, ainsi que dans les populations immigrées ici. Ce sont eux nos véritables alliés et non les représentants de partis anciennement pacifistes qui ont vendu leur âme en échange de strapontins ministériels. C'est seulement ainsi que le mouvement de la paix sortira de la léthargie dans laquelle il est tombé depuis la guerre du Golfe, et contribuera à inverser la mécanique militaire, économique et idéologique qui, depuis vingt ans, ne fait qu'aggraver la violence et l'injustice du monde.

une délégation corrélative des tâches de répression.

Les renversements d'Arbenz au Guatemala, de Mossadegh en Iran, de Goulart au Brésil, d'Allende au Chili, de Soekarno en Indonésie, de Lumumba au Congo ont été la face visible de cette politique, à côté d'une multitude de pressions en tout genre ainsi que de la mécanique de l'endettement. Le but des États-Unis en Irak est d'étendre ce système à tout pays récalcitrant. Quels que soient les moyens mis en œuvre pour y parvenir, c'est cet objectif,

Les États-Unis sont forts militairement, mais ils sont en train de perdre la bataille des idées.

et l'accroissement des inégalités qu'il implique, que nous devons rejeter, et cela par principe.

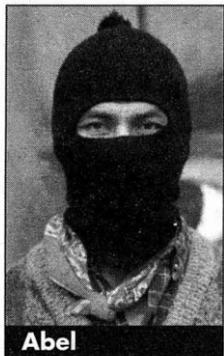
Le mouvement *altermondialiste* devrait être un allié privilégié du mouvement de la paix. Il est évident que n'importe quel pays qui mettrait en œuvre certaines

• • •
Photos extraites de Docteur Folamour, de Stanley Kubrik.

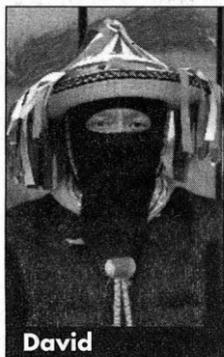


La dignité indienne contre l'État

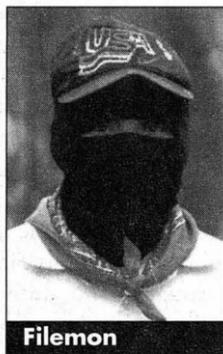
Pou



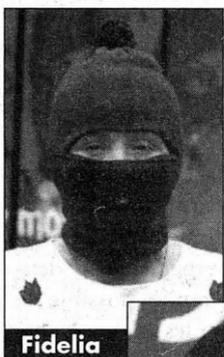
Abel



David



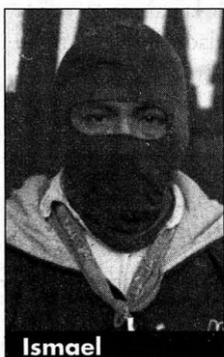
Filemon



Fidelia



Gustavo



Ismael

L'ÉTAT MEXICAIN répond à la lutte des peuples indiens comme l'État français à celle des sans-papiers: par le mépris.

Les espoirs nés lors de la Marche de la dignité indienne en février et mars 2001, à l'initiative des zapatistes, pour la reconnaissance des droits et de l'autonomie indigènes, viennent de s'écrouler avec la récente décision de la Cour suprême de justice du Mexique.

Fox, nouveau président mexicain (et ancien directeur de Coca-Cola Mexique), avait mis au vote du Congrès en 2001 le texte légalisant les accords de San Andrés sur les droits et cultures indigènes. Ces accords avaient été signés par le gouvernement et l'EZLN (Armée zapatiste de libération nationale) en février 1996, et devaient être les premiers d'une série conduisant à une paix juste et digne. Ils n'ont, depuis cette date jamais été appliqués par le gouvernement. Lors du vote d'avril 2001, qui aurait dû voir ces accords devenir enfin effectifs, les sénateurs mexicains, tous clans politiques confondus, ont transformé le texte en une négation des accords signés. Les députés du PAN (Action nationale, parti présidentiel) et du PRI (« parti révolutionnaire institutionnel ») ont par la suite approuvé cette nouvelle trahison.

Cette loi raciste a été refusée par les peuples indiens et une grande partie de la société civile mexicaine. Le Congrès national indigène s'est mobilisé pour son abrogation. L'EZLN a rompu tout contact avec le pouvoir. De nombreuses communes indiennes ont déposé des recours en justice.

Ce sont ces recours légaux, émanant de 322 communes, qui viennent d'être rejetés par la Cour suprême, le 6 septembre 2002, légitimant la disparition programmée des peuples indigènes par la négation de leurs droits à la terre, aux ressources naturelles, à l'auto-organisation et à la reconnaissance constitutionnelle de leurs langues et cultures.

« Il ne nous reste plus qu'à exercer de façon quotidienne nos droits en tant que peuples, comme la libre association, l'autonomie, l'autogestion, la défense de nos racines et de nos ressources naturelles, pacifiquement, même si ces pratiques sont désormais déclarées illégales. » (déclaration du Conseil indigène populaire d'Oaxaca Ricardo Flores Magón, le 6 septembre).

Cette décision de la Cour suprême renforce la guerre « de basse intensité » menée contre le mouvement des peuples indigènes en rébellion. Elle s'est intensifiée à nouveau dans le sud du pays (Chia-

pas, Oaxaca, Guerrero). En août 2002, les attaques contre les communes autonomes rebelles sont en pleine recrudescence. Quatre assassinats de paysans zapatistes entre le 7 et le 26 août: les paramilitaires signent leur sanglant retour au Chiapas. Ce sont les communes autonomes 17 Novembre, Ricardo Flores Magón et Olga Isabel qui sont agressées. Cette région de la forêt Lacandone est occupée par l'armée mexicaine et les meurtriers ont pu s'enfuir sans problèmes, bénéficiant ouvertement, dans certains cas, de la protection de la police de « seguridad publica ». Elle comprend aussi la réserve de biosphère des Montes Azules, dont les communautés sont menacées d'expropriation.

Ces communes sont aussi parmi les plus combattives et les plus engagées sur le chemin de l'autonomie, malgré les divisions créées par l'influence dans cette zone de certains partis mexicains (PRI et PRD, social-démocrate) et de leurs organisations satellites. C'est d'ailleurs l'une de ces organisations, l'OPDIC (dite de « défense des droits paysans »), dirigée par un député local du PRI, qui est accusée par les zapatistes et les associations de solidarité d'être à l'origine de ces embuscades meurtrières. La ville d'Altamirano a été occupée le 19 août par des milliers d'hommes et de femmes, le visage couvert par leur passe-montagne ou leur *paliacate*, pour dénoncer les crimes et l'impunité des paramilitaires, et réaffirmer leur solidarité et leur détermination dans leur lutte et leur organisation autonome.

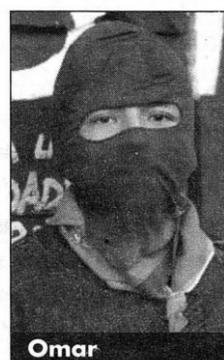
La solidarité s'organise au Mexique par des manifestations, par des caravanes qui partent vers le Chiapas. En Europe, les nouvelles luttes sociales doivent aussi beaucoup à l'insurrection indienne zapatiste. C'est maintenant à nous de manifester notre opposition à l'oppression dont sont victimes nos sœurs et frères en rébellion au Chiapas et dans tout le Mexique. C'est le moment de répondre à la guerre déclarée par les ennemis de toujours des peuples indigènes: le pouvoir et l'argent. L'émancipation sociale est dans la rencontre et l'auto-organisation des luttes.

Le Comité de solidarité avec les peuples du Chiapas en lutte appelle individus et collectifs, associations, syndicats, organisations sociales et libertaires à se coordonner pour organiser et amplifier la solidarité avec la lutte des peuples indiens du Mexique pour l'autonomie et le respect des accords de San Andrés.

Comité de solidarité avec les peuples du Chiapas en lutte (CSPCL)
33, rue des Vignoles, Paris 20^e
Réunion le mercredi
à partir de 20 h 30
<http://cspcl.ouvaton.org>
mail: cspcl@altern.org



Maxo



Omar



Susana



Zebedeo

La Lucha sigue, buvons du café!

DEPUIS LE MOIS D'AVRIL 2002, une partie des membres du Comité de solidarité avec les peuples du Chiapas en lutte (CSPCL) dont certains appartiennent aussi à la CNT, développent un nouveau projet. Il s'agit de faire venir du café produit par une coopérative de cultivateurs zapatistes: Mut Vitz (« la montagne des oiseaux ») et de le vendre par le biais d'achats solidaires. Cette coopérative regroupe environ mille producteurs, essentiellement tzotzils, et situés dans la région montagneuse des Altos. La coopérative Mut Vitz est essentiellement formée par des paysans indiens tzotzils. Elle a été « auto-organisée » par ses membres. Actuellement, les producteurs sont dans une période de transition d'une production classique à une production biologique.

Depuis 1994, les communautés qui composent la coopérative sont en résistance face au gouvernement. Elles construisent leur autonomie et cherchent à créer des structures qui permettent le développement des alternatives économiques et sociales.

Victimes d'agression régulière de la part des paramilitaires et des tentatives du gouvernement pour désarticuler toute forme de résistance et d'organisation alternative, elles ont un besoin essentiel

de vendre une partie de leur production à l'étranger. La vente équitable du café est très importante pour la création de modèles alternatifs: en plus de couvrir les nécessités de base de la population (nourriture, santé et infrastructures locales), elle accélère le processus de construction de la justice, de la démocratie, de l'autogestion et de l'autosubsistance.

Alors que sur place ils ne peuvent vendre leur production qu'à environ 0,50 euro le kilo de café, les réseaux de solidarité (pour l'instant des groupes aux États-Unis, en Allemagne, en Suisse et à Toulouse pour la France en prennent) l'achètent à environ 2,15 euros (il s'agit du prix du kilo de café en grains. Il faut y ajouter le transport en Europe, la torréfaction et les frais d'envoi éventuels). C'est un café arabica produit selon un mode de culture biologique. Nous devons passer la commande en octobre pour un café qui sera livré en avril-mai. Nous effectuerons le règlement également en octobre.

Il faudrait donc que les groupes et les individus intéressés nous fasse parvenir, avant fin octobre, la quantité qu'ils souhaitent commander avec le règlement. Pour plus d'informations: fxchaunier@libertysurf.fr

François-Xavier

Manifestation de solidarité avec les luttes pour l'autonomie indienne au Mexique
Paris. Samedi 5 octobre. 15 heures
Rassemblement sur le parvis de Beaubourg

Pédophilie entre surenchère et déni de réalité

« **R** IEN ne sera plus comme avant. Il y a désormais un avant et un après l'enlèvement des deux fillettes », telle fut la déclaration de Sherilyn Badcock, propriétaire du pub à Soham, dans la région de Cambridgeshire en cette journée du 18 août 2002, quand les corps de Holly Wells et Jessie Chapman ont été retrouvés.

« Rien ne sera plus comme avant », c'est ce qu'on pourrait dire des millions d'enfants qui tous les jours dans le monde sont violés ou agressés sexuellement. Mais là, c'est la loi du silence. Une réalité pas nommée est une réalité qui n'existe pas. Il faudra bien pourtant un jour que l'on ose décrire les ravages de la pédophilie. Il faudra bien décrire la construction psychologique de ces victimes irrémédiablement suspendue, leurs stratégies de résistance qui consistera désormais à se mettre perpétuellement en danger parce c'est la seule manière d'être aimé(e) qu'on leur aura apprise. Ce brouillage de la tendresse et de la sexualité, cette souffrance physique quand le corps est déchiré, il faudra aussi qu'on en parle. Tout comme il faudra dire le climat mis en place jours après jours par le monde adulte qui prépare le passage à l'acte. L'impossibilité de dire « Non, je ne veux pas que tu me touches ! » qui prépare le terrain aux agresseurs, l'impossibilité de dénoncer, après, ce qu'on a subi par peur de n'être pas entendu, pas cru et si l'on est cru, que rien ne soit mis en place pour que ça s'arrête, qui prépare la complicité du monde des adultes...

Une fugue ?

Le traitement médiatique des meurtres de Holly et Jessica est significatif du regard porté aujourd'hui sur la pédophilie par nos sociétés. Le fait qu'il ait été question, les premiers jours de leur disparition, d'une fugue des deux enfants (on se demande comment deux gamines de cet âge auraient pu manger, dormir seules sans argent sans l'aide d'adultes) montrait bien ce réflexe immédiat de déni de l'existence de la pédophilie qui prévaut dans ce genre d'affaire et fait souvent perdre beaucoup de temps dans les enquêtes. Peut-être que sans ce refus, le témoignage du chauffeur de taxi qui a signalé à la police avoir aperçu une voiture suspecte avec à son bord deux enfants au comportement « agité » aurait permis d'écarter avant cinq jours l'hypothèse d'une fugue. Depuis, il est question de la création d'un FBI britannique chargé de la lutte antipédophile. On a pris soin de consulter les experts sur ce projet. Ils disent leur scepticisme car des affaires comme celles de Jessica et Holly restent malgré tout très inhabituelles. Certes, mais cela veut donc dire qu'une lutte antipédophilie n'aurait d'intérêt que dans les situations où les agressions se soldent par un meurtre ? Au nom de quoi ne voit-on pas l'intérêt de créer des services un peu spécialisés, formés sur

toutes ces questions ? L'intitulé du service spécialisé précise pourtant qu'il s'agirait de lutter contre la pédophilie, pas seulement contre les meurtres d'enfants. En ce sens, les cas de Jessica et Holly sont loin d'être inhabituels.

Accident de parcours ?

Le déni a persisté lorsqu'il a été question des auteurs présumés des deux meurtres. Les médias ont parlé « d'un couple sans histoire, d'assassins qui n'avaient pas la tête de l'emploi ». Eh oui, c'est bien le problème dans les histoires de pédophilie : les agresseurs ne portent pas de signes extérieurs de leurs actes pédophiles. Il s'agit souvent de MM. Tout-le-monde, au moins dans l'apparence car en fait les journaux ont précisé

quand même que les deux suspects avaient en commun une adolescence difficile, et qu'ils étaient tous les deux d'origine ouvrière. Si, l'on ajoute à cela qu'ils étaient tous les deux des « immigrés » à l'accent du nord dans ce paisible village de la campagne anglaise on voit bien où on veut en venir. Donc qu'on se rassure, il y a bien des caractéristiques qui prédisposent à la pédophilie ! Ce qu'on essaie de nous dire sans doute c'est que la pédophilie est un accident de parcours individuel qui n'a rien à voir avec l'organisation de la société, sauf dans le cas de réseaux mais là n'est pas le sujet puisqu'il s'agit d'expliquer pour l'instant comment on peut repérer des pédophiles isolés, à moins qu'il ne s'agisse de traiter uniquement de l'aspect meurtrier de l'affaire. Tout cela nous rappelle un certain discours sur

Comment les médias ont-ils traité le double meurtre de Jessica et Holly ? D'où vient l'ambiguïté issue du décalage entre les faits où il ne fut pas question explicitement de pédophilie et les commentaires journalistiques (voir le Monde du 20 août 2002) qui aborderont le sujet ? En quoi les analyses de la presse se rapprochent-elles de la forme - symptomatique - prise par le débat sur la pédophilie dans notre société ? Compte-rendu en forme de billet d'humeur.

les violences conjugales qui cherche à définir un profil d'homme violent qui ne serait pas M. Tout-le-monde justement.

La queue du diable

C'est là que, à court d'explications, on en appelle au divin ou plutôt à son pendant : le diable. Seule explication possible : il s'agit d'un couple maléfique, de monstres, ou de personnalités diaboliques. Les grands mots sont lâchés et à partir de là on ne peut pas expliquer rationnellement la pédophilie si elle relève de telles forces obscures. Le révérend Alan Ashton ne s'y est pas trompé lui qui dans son homélie s'est adressé aux deux fillettes pour le dire : « Vous êtes libres, désormais, du monde diabolique dans lequel nous vivons... Il est difficile d'accepter le fait que c'est arrivé ici. Cette vieille église a traversé les siècles. Ses pierres ont été les témoins de grandes tristesses ressenties par toute la communauté. » Allons Monsieur le révérend, votre paroisse aurait échappé pendant des siècles à tout acte pédophile ? Si oui, on a trouvé le paradis terrestre pour les enfants.

Et voilà, niant la réalité de la pédophilie dans nos sociétés, on retiendra de cette affaire qu'il y a eut deux meurtres perpétrés par deux créatures diaboliques. Il s'agira maintenant d'oublier (comme ce qu'on demande souvent aux adultes qui enfants ont été victimes d'agressions sexuelles), et là s'arrêtera la réflexion qui permettrait peut-être de commencer à lutter efficacement contre la pédophilie et le climat qui la rend possible.

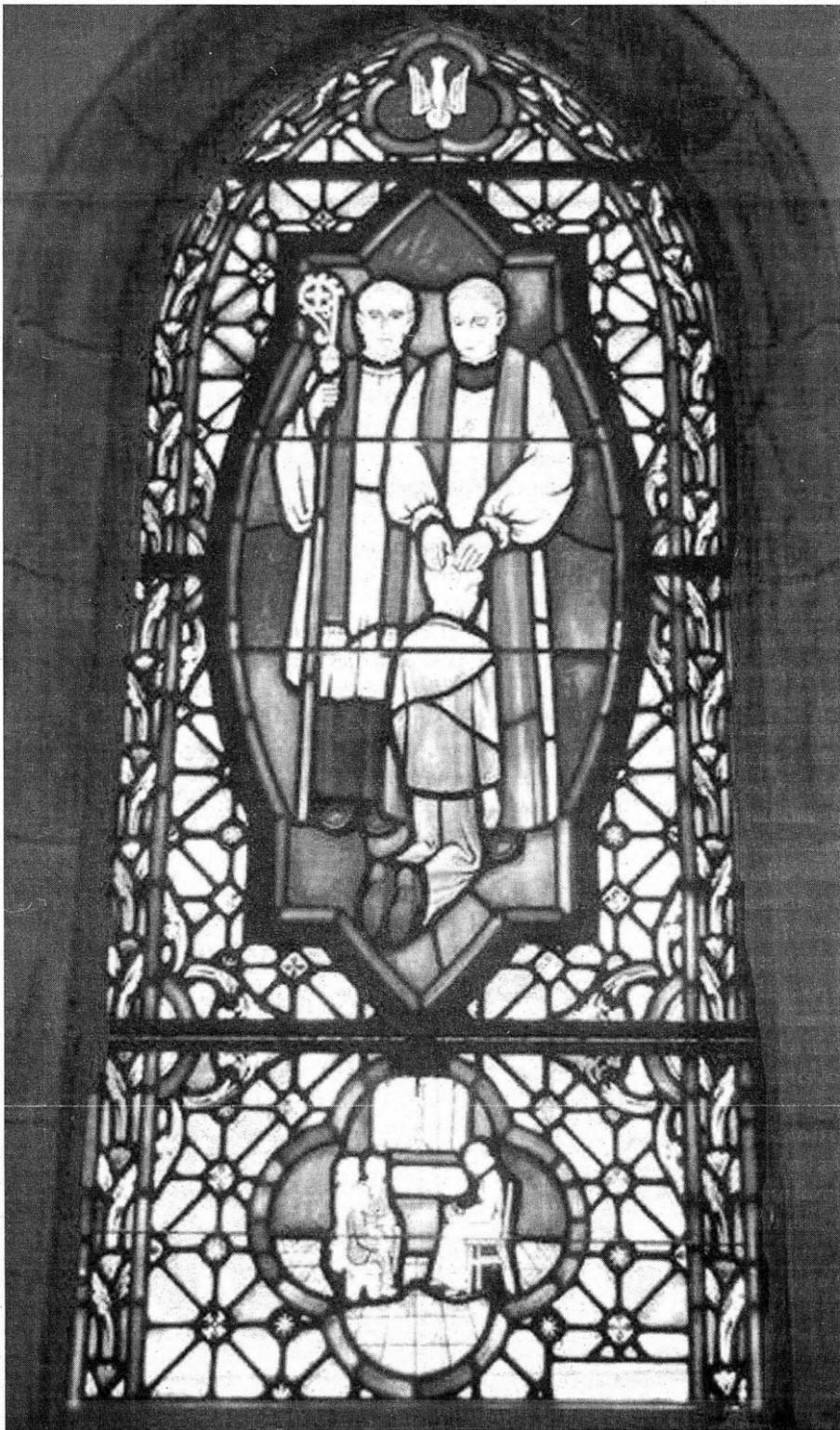
Triste état des lieux

Voilà ce qui a permis que de nombreuses personnes dans le village déposent des cartes avec cette simple question : « Why ? » (« Pourquoi ? ») mais une réalité niée ne peut pas trouver de réponse aux questions qu'elle pose. On sait que la réalité dépasse la fiction, on ne sait pas assez que la réalité dépasse l'horreur.

Finalement, c'est en Belgique que cette affaire a un peu plus questionné. Du côté des comités blancs (nés au lendemain de la grande marche blanche de Bruxelles, suite à l'affaire Dutroux), on questionne un tel aveuglement, on fait le triste bilan que les revendications d'une police efficace contre la pédophilie et le respect des enfants par nos sociétés ne sont pas de mise. On pourrait critiquer les termes utilisés lorsqu'ils (et elles) parlent de « l'exploitation des enfants comme une autre forme de terrorisme » mais il y a là un début d'analyse quant au lien évident entre la pédophilie et une certaine forme d'organisation sociale... patriarcale.

Muriel

groupe Emma-Goldman
Fédération anarchiste Bordeaux



Une offensive réactionnaire concertée

DERRIÈRE la mise en scène pateline de la « nouvelle gouvernance », avec l'objectif d'éviter une confrontation centrale de l'ordre de décembre 1995, le camp libéral use habilement de l'ensemble des niveaux de pouvoir qu'il contrôle, dans une mise en scène – relayée par les médias – d'un partage des responsabilités et de renvoi au local, où chacun joue son rôle convenu en toute « indépendance » : présidence, gouvernement, assemblées, Medef, collectivités territoriales.

Ces orientations se traduisent par une politique rétrograde, de classe (Smic bloqué, allongement du temps de travail sur le terrain de l'annualisation, contre l'allègement des charges, en particulier pour les petites et moyennes entreprises). Un véritable régime de « restauration » qui attaque les droits du travail, démantèle et privatise les services publics, avec le drapeau de la chasse au fonctionnaire.

Les choix budgétaires sont clairs : augmentation substantielle de tous les budgets liés à la répression et à la programmation militaire, avec en même temps austérité renforcée pour la culture, la recherche, l'éducation, la prévention et la santé. L'enfermement des jeunes et la création d'un secrétariat d'État « à l'immobilier judiciaire », préfigurent une société à l'américaine et anticipent cyniquement les conséquences d'une politique qui conduit à la désespérance.

L'austérité budgétaire n'est plus suffisante. Maintenant, il s'agit pour le gouvernement d'accélérer les « réformes » de structures, pour les rendre irréversibles. C'est le rôle de la « territorialisation », de démanteler le caractère national et unifié des services publics.

Une gauche plurielle disqualifiée par sa politique, qui a très largement préparé les orientations actuelles, et qui est à l'origine de son échec du 21 avril. La gauche plurielle ne présente pas d'alternative. De fait, ses dernières positions de pouvoirs, les collectivités territoriales qu'elle dirige se prêtent souvent à l'application de cette politique.

Le syndicalisme, actuellement, n'est toujours pas en mesure de s'opposer à cette politique, en raison de son manque d'indépendance, qui a desservi les capacités de réaction des personnels, de son attentisme dans les périodes pré et post électorales, de sa division. Pourtant, la période politique met à jour des responsabilités syndicales accrues : dévoiler sans plus attendre toutes les cohérences et les enjeux des politiques libérales (au niveau national, européen et mondial), et proposer des ripostes unitaires et offensives permettant de coordonner les différents secteurs professionnels concernés. Ainsi, la question de la décentralisation concerne l'ensemble du salariat (État, collectivités territoriales, secteur privé). Aussi, la dispersion des actions catégorie par catégorie, secteur par secteur, apparaît tout à fait inadaptée.

L'éducation en première ligne

Dans l'Éducation nationale, le développement de la précarité, mode de gestion systématique que va renforcer la territorialisation (ce que plus personne ne conteste), est marqué tant par le recrutement de non titulaires de plus en plus précarisés que par des licenciements de personnels. L'annonce des suppressions de postes, le transfert de catégories entières (ATOSS, surveillants, éducation populaire.) de l'État

vers les collectivités territoriales, dans la droite ligne du rapport Mauroy, le non-remplacement des départs en retraite, programment la disparition du cadre national du système éducatif et son démantèlement. Les attaques contre la laïcité vont dans le même sens, avec la proposition parlementaire d'amender la loi Falloux. Le traitement différencié des annonces concernant les différents secteurs vise à diviser les ripostes : ATOSS-enseignants, premier degré-second degré... Face à cela, le syndicalisme doit répondre de manière unifiée et globale, et ne pas isoler les différentes catégories.

Ces attaques sont menées au pas de charge : le 24 septembre, Raffarin reçoit les recteurs sur la décentralisation du système éducatif. Le 25, le gouvernement adopte les orientations budgétaires.

Il n'est donc que temps d'engager une riposte – dans l'unité avec les travailleurs des autres services publics – à la hauteur de la gravité et de la promptitude de l'attaque. Il faut généraliser les mouvements de grève dès maintenant pour ne pas isoler les MISE (maître d'internat, surveillant d'externat), les emplois-jeunes et les autres personnels précaires.

La journée du 3 octobre (EDF, SNCF, Air France, territoriaux.) doit devenir celle d'une convergence entre les différents services publics, et ne pas rester sans lendemain. Les directions syndicales doivent appeler à la grève, en recherchant l'unité la plus large aux niveaux intersyndical, intercatégoriel et interprofessionnel.

Ce mouvement de grève a pour objectif de faire cesser les attaques et doit être en mesure de développer un rapport de force suffisant, ce qui suppose :

– une plate-forme cohérente de défense du service public

Dès juin, la nature réelle du nouveau gouvernement ne pouvait tromper personne. Il n'aura pas fallu attendre longtemps pour être fixé sur la politique du pouvoir : criminalisation des jeunes et des mouvements sociaux, renforcement du système répressif qui préparaient la généralisation des inégalités, au premier rang desquelles les attaques contre les services publics.

laïque et d'un statut pour tous les personnels de l'Éducation nationale ; la titularisation immédiate et sans condition de concours ni de nationalité de tous les personnels précaires, avec l'arrêt du recrutement ; le retrait des réformes libérales (réformes Allègre-Lang, régionalisation) et des atteintes à la laïcité (proposition de modification de la loi Falloux par le député Goulard, accords Lang-Tricard, du 30 avril 2002, en faveur de l'enseignement supérieur catholique) ; la création au budget de tous les postes statutaires nécessaires ;

– l'organisation de la poursuite du mouvement de grève (AG de délégués mandatés, coordination à tous les niveaux dans l'unité intersyndicale). Il faut préparer et se préparer à un mouvement puissant et prolongé à la hauteur de ceux de 1994 et 1995, qui avaient mis en échec la réforme de la loi Falloux et les attaques contre les régimes de retraite dans la fonction publique.

Les militants de l'École émancipée défendent ces positions dans les établissements et les différentes structures syndicales où ils interviennent, en favorisant toutes les coordinations interprofessionnelles et géographiques.

Le Collège de l'École émancipée

le 22 septembre 2002

Montélimar Les nougats ont la dent dure

LES ENSEIGNANTS éducateurs de l'Établissement régional d'enseignement adapté de Montélimar reconduisent leur mouvement de grève depuis quatre semaines en revendiquant un abaissement de leur temps de travail. En effet, à la rentrée de septembre leurs collègues de même statut et de mêmes qualifications nommés sur des postes de classes ont légitimement obtenu une diminution de deux heures hebdomadaires. Les enseignants éducateurs, oubliés une fois de plus par cette RTT, réclament justice par une réduction proportionnelle à celle-ci.

Après avoir multiplié les démarches auprès du ministère, de l'inspecteur d'académie de la Drôme et de la rectrice de l'académie de Grenoble, ils n'ont obtenu à ce jour aucune réponse satisfaisante à leur questionnement légitime.

Il est parfaitement intolérable que les élèves en difficulté scolaire dont ils assument la responsabilité soient pris en otage par l'administration qui joue le pourrissement de la situation.

Les enseignants éducateurs
23 septembre 2002

Intermittents du spectacle

UNE DÉCLARATION de Denis Kessler (vice-président du Medef) : « Les intermittents bénéficient de dérogations totalement exorbitantes du droit commun et nous avons demandé à l'Unedic de faire un état des lieux afin de pouvoir procéder aux ajustements nécessaires. »

Instructif non ? Quand on sait que si les annexes VIII et X sont supprimées, la convention actuelle étant caduque, plus de la moitié des intermittents ne seront plus indemnisés, il y a de quoi se faire du souci.

Montauban Solidarité avec les ouvriers de Newell !

NEWELL WINDOWS FASHIONS est une société spécialisée dans la fabrication et la commercialisation de barres à rideaux et accessoires pour le décor de la fenêtre. Elle appartient au groupe américain Newell Rubbermaid depuis janvier 2000.

Les différents sites de production en France sont actuellement en restructuration. Le site de Négrepelisse, vers Montauban, est une fonderie de cuivre qui produit différents articles, commercialisés sous les marques Ateliers 28, Caroline, Roussel, Swish, Hofesa, Acrimo Stores, en France et à l'étranger.

Les 33 ouvriers du site, qui doit être fermé pour Noël 2002, dénoncent le plan de licenciement au rabais. Depuis plusieurs semaines, le mécontentement grandit dans l'usine. Des discussions avaient lieu entre ouvriers pour voir ce que l'on pouvait faire. Des lettres de menaces de la direction sont d'ailleurs arrivées pour nous intimider. Depuis lundi 23 septembre, avec le comité de soutien, il a été décidé de réagir, pour revendiquer la dignité et le respect des travailleurs.

Pour envoyer des lettres et des messages de soutien aux ouvriers de Newell :

CNT-AIT
7, rue Saint-Rémésy
31000 Toulouse
05 61 52 86 48 <http://cnt-ait.info>

RENTREE SOCIALE



TANDIS QUE la criminalisation de la pauvreté au nom de « la lutte contre l'insécurité » bat son plein, ce sont les mouvements de contestation de l'ordre social à l'origine de cette pauvreté qui se voient à leur tour criminalisés. Au nom de la « lutte contre le terrorisme », cette fois-ci. Parmi les multiples crimes qui leur sont imputés, il en est un rarement mentionné par les gouvernants, mais qu'ils considèrent comme de lèse-majesté : avoir réussi, ne serait-ce que de manière symbolique et éphémère, à mettre le monde à l'envers. Comment? En plaçant ceux qui s'en prétendent, non sans raisons, les maîtres, en situations d'assiégés, alors qu'ils avaient fait mettre en état de siège les villes où ils comptaient pouvoir siéger en toute tranquillité lors de leurs « rencontres au sommet ».

Seattle constitua, à cet égard, un tournant. Après que la ville de Microsoft et de Boeing eut été investie par les hordes policières pour empêcher les manifestants de perturber le bon déroulement de la réunion programmée par l'OMC entre les dirigeants de la planète assistés de leurs « experts », ce sont les acteurs de ce show qui se sont retrouvés bel et bien pris au piège dans les salles de congrès ou les hôtels convertis en bunkers. Le spectacle était dans la rue, avec les manifestants sur le devant de la scène, tandis que les premiers rôles prévus se voyaient relégués au rang de figurants.

À Nice, Naples, ou Barcelone, partout où les fondés de pouvoir du capital avaient choisi d'exhiber en commun leur puissance, le même phénomène risquait de se reproduire : là où ils croyaient pouvoir se pavaner, bouffis d'autosatisfaction et d'arrogance, ils en étaient réduits, c'est le cas de le dire, à se cacher piteusement, puisque le lieu prestigieux de leurs prestations était lui-même converti en réduit entouré d'hommes en armes, de blindés, de hautes palissades et de chevaux de frise. Les barricades, pour une fois, n'étaient pas le fait d'insurgés!

C'est pourquoi, lors de la préparation du sommet de Gênes, ordre fut donné aux sicaires italiens du nouvel ordre mondial de frapper un grand coup pour mettre fin à ce scandale. Certes, nombre de commentateurs, naïfs ou intéressés, se sont plu à imputer les « dérapages », « excès » et autres « bavures » policières commises contre les manifestants à une « dérive autoritaire » du gouvernement Berlusconi, encouragée par les agissements du vice-président du Conseil, le « post-fasciste » Gianfranco Fini. Des enquêtes ont cependant montré que cette répression sanglante, digne d'une dictature latino-américaine, obéissait à un plan concerté, élaboré bien avant Gênes, par... les gouvernements de « centre gauche » de l'ex-« communiste » Massimo D'Alema, puis de Giuliano Amato, avec la collaboration des services secrets et des polices de six autres puissances occidentales, États-Unis compris. Un plan qui avait connu un début d'application à Naples, en mars 2000, lors du « Global Forum », avec le déchaînement bestial de la police contre trente mille contre-manifestants des plus pacifiques.

Sous peine de devoir, désormais, se mettre à l'abri des clameurs de la rue en « délocalisant » leurs rencontres officielles dans quelque mini-État perdu dans une contrée lointaine, comme le Qatar, ou, plus récemment, dans un village canadien perdu dans des montagnes rocheuses, les maîtres d'œuvre du « nouvel ordre international » ne pouvaient plus longtemps tolérer d'être, pour ainsi dire, interdits de « sommets » dans les capitales où, d'ordinaire, ils planifient avec leurs états-majors le

Mobiliser ou immobiliser ?

destin de l'humanité, sans crainte d'être dérangés. N'ont-ils pas fait des « centres d'affaires » leurs quartiers généraux?

Pour que l'élite « globale » ne subisse plus l'affront de voir son « droit à la ville » ainsi remis en cause, on a recouru à Gênes aux méthodes en vigueur dans la « guerre de basse intensité », testées avec le succès que l'on sait par les gouvernements successifs israéliens pour venir à bout de la lutte de libération du peuple palestinien. Bilan : un

ment, s'il y a des raisons sérieuses de croire que ces personnes se déplacent dans l'intention d'organiser, de susciter ou de participer à des graves troubles de l'ordre public ».

Après Gênes, un *modus vivendi* fut concocté entre les représentants de l'État et ceux, auto-proclamés, de la « société civile mondiale » : les manifestants défileraient là où ils seraient autorisés à le faire, à charge pour leur propre « service d'ordre



mort et des dizaines de blessés, passés à tabac ou, purement et simplement, torturés.

Inutile de préciser qu'à cette occasion et au cours de celles qui allaient suivre, la « liberté d'aller et venir » figurant dans les préambules des constitutions ne serait plus qu'un souvenir. Frontières bouclées, gares fermées, trains bloqués, cars détournés, voitures fouillées, hôtels perquisitionnés, « indésirables » éloignés, camps de camping mis sous haute surveillance, sans compter les innombrables « contrôles d'identité » pour les chanceux parvenus à se glisser entre les mailles du filet. Comme le stipulait un « accord de coopération policière » passé entre les quinze ministres de l'Intérieur européen, peu avant le sommet de Gênes, il fallait empêcher les personnes « connues pour des faits troublant l'ordre public de se rendre dans le pays qui accueille l'événe-

d'éviter aux forces de l'ordre bourgeois d'avoir à intervenir. Ce qui fut fait à Bruxelles, en décembre 2001, lors de la réunion des chefs d'État et de gouvernement européens au palais royal de Laeken. « Un sommet exemplaire », s'écriera, pâmé, un journaliste de marché. L'un des normalisateurs en chef du mouvement internationaliste contre la mondialisation capitaliste a pu se féliciter de ce que tout se soit « passé sans heurts ». Sans doute est-ce aussi pourquoi cette manifestation de protestation resta presque inaperçue.

Durant quelques jours de juillet 2002, les militants du réseau libertaire No Border purent, à leur tour, vérifier sur le terrain, le caractère parfaitement virtuel de cette « Europe sans frontières », tant vantée dans les dépliants propagandistiques que sont devenus les organes de presse de l'establish-

ment. Hostiles à toutes les divisions et séparations, qu'elles soient de classes, ethniques, culturelles, sexistes ou, bien sûr, nationales, ces « excités », comme les appellera le maire de Strasbourg, Fabienne Keller, avaient eu la fâcheuse idée de choisir sa bonne ville pour dénoncer par des actions spectaculaires l'iniquité de la situation faite aux « immigrés ».

Strasbourg abrite en effet, entre autres entités « européennes », la Cour européenne des droits de l'Homme et le Système d'information Schengen (SIS) qui permet aux différentes polices de l'UE d'échanger, entre autres, des informations sur les étrangers interdits d'entrée ou de sortie. Autrement dit, d'une part, une institution susceptible de défendre leurs droits, et une autre qui les bafoue en permanence, sans que la première, d'ailleurs, s'offusque le moins du monde de la mission impartie à la seconde.

Il va de soi que ce fichage n'épargne pas les militants européens qui osent se monter solidaires des étrangers « en situation irrégulière ». « Ces gens-là ne sont pas nos invités », avait averti le responsable de la sécurité municipale, à propos des activistes français, anglais, allemands ou hollandais de No Border. Aussi ces empêchements d'européaniser en rond furent-ils parqués dans un... parc sur les bords du Rhin. Avec, les jours suivants, interdiction de manifester.

Les plus « excités » avaient, en effet, jugé bon d'accompagner les débats théoriques sur la lutte contre le nouvel apartheid né de la « globalisation », de séances de travaux pratiques : saccages de halls d'hôtels du groupe Accor, partie prenante dans la politique de rétention et d'expulsion des réfugiés, tagage des façades du Trésor public et de quelques banques, bris de vitrines, etc. Fidèle à elle-même, Attac tint à faire savoir, par le biais de sa section strasbourgeoise, qu'elle n'avait « aucune sorte de relation » avec le réseau No Border. On ne pouvait en attendre moins d'une association dont les 133 députés encartés avaient voté comme un seul homme – femmes comprises – en faveur de la « loi sur sécurité au quotidien » mitonnée par le gouvernement Jospin!

À tant aller dans la voie legaliste, il arrivera au mouvement « citoyen » contre la « mondialisation néolibérale » ce qui est advenu du mouvement ouvrier lorsque les bureaucrates qui en avaient pris la tête s'avisèrent encore de « descendre dans la rue » dans le cadre de quelque « journée d'action ». La classe dirigeante demeurant plus que jamais maîtresse des lieux, il ne restera plus aux manifestants qu'à emprunter sagement les parcours fléchés par la police, à charge pour les « services d'ordre » de discipliner les cortèges pour éviter aux « forces de l'ordre » d'avoir à s'en mêler.

Bref, dans les « villes globales » du capital, on rejouera le rituel Bastille-République (ou l'inverse) jusqu'à épuisement du mouvement. Les « grandes mobilisations » se succéderont peut-être, comme en ont témoigné les rassemblements de Barcelone puis de Séville au printemps et en été 2002.

Mais, en acceptant de voir leur mobilité entravée ou, même, d'être carrément immobilisés en quelque lieu de relégation, avec, en échange, toute latitude pour donner à leur « protestation » ce « caractère pacifique et festif » qui plaît tant aux approbateurs patentés de l'ordre établi, les manifestants ne feront plus, à la longue, que du sur-place politique.

Jean-Pierre Garnier

Georges Lem

et l'Alphabet des métamorphoses

*Il dessine, il trace ;
il peint ; il encre.
Il coupe et découpe ;
il encolle et décolle.
Il trempe, il gratte.*

*Il fripe et défroisse.
Il dissocie et rapproche ;
il assemble et recompose,
créant ainsi une réalité,
surréalité, nouvelle.*

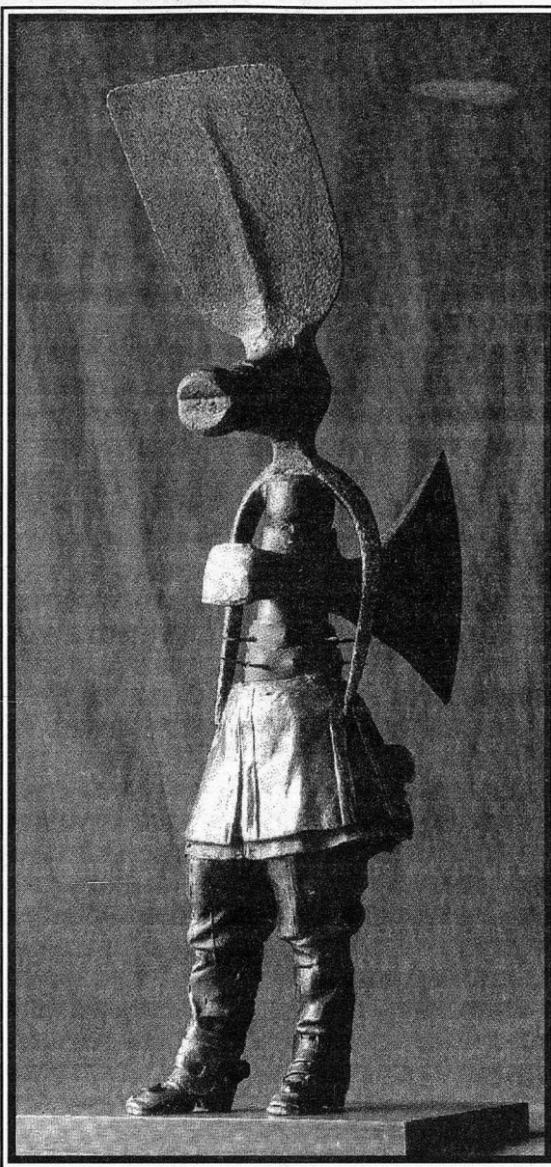
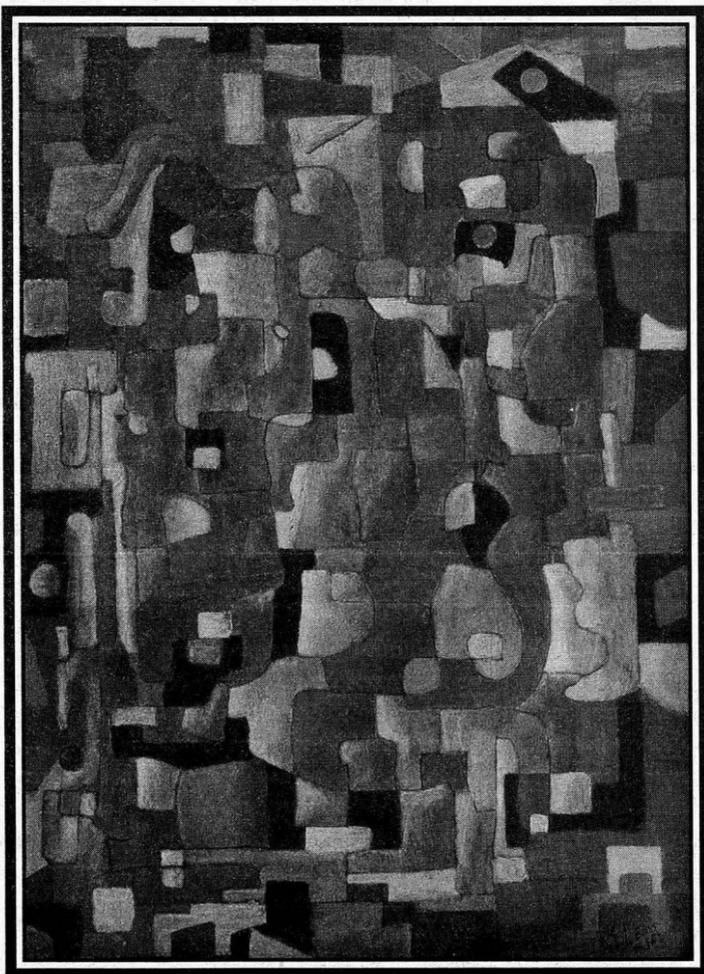
*Georges Lem sait faire feu
de tous métaux,
de tous végétaux,
de tous minéraux
et de diverses autres matières
qu'il détourne en les travestissant.*

*C'est dans un labyrinthe mental
dont lui seul connaît l'entrée et
dans lequel il s'est souvent aventuré
sans jamais s'y perdre
que s'opèrent les métamorphoses.*

*Si Lem se fait, à l'occasion,
à la fois alchimiste,
thaumaturge et magicien,
il reste, avant tout, poète.*

René Page

Composition en janvier, 1996.



Le Faux Frère de d'Artagnan, 1993.

Les photos sont de Claude Villeret.
Nous regrettons de ne pouvoir
en restituer les couleurs.

Alphabet des métamorphoses



Exposition

*de collages, peintures,
pastels, encres, objets*

du 4 au 31 octobre 2002
à la bibliothèque Lucie-Aubrac
13-15, rue Eugène-Berthoud
93400 Saint-Ouen

Ouvertures :
le mardi, de 16 à 19 heures ;
le mercredi, de 10 à 12 heures
et de 14 à 18 heures ;
le jeudi, de 10 à 14 heures ;
le vendredi de 16 à 20 heures ;
le samedi de 14 à 18 heures.

Accès par les bus 166 et 255
Arrêt Soubise

Renseignements : 01 49 21 01 50

Stig Dagerman

L'ÎLE DES CONDAMNÉS

CE TEXTE, publié en 1946, est le deuxième roman d'un jeune écrivain suédois né en 1923, responsable de la rubrique culturelle du journal anarcho-syndicaliste *Arbetaren*, et collaborateur puis rédacteur d'une revue d'avant-garde littéraire, *40-Tal* (voir pour l'aspect politique des écrits de Dagerman, la *Dictature du chagrin* et autres écrits politiques (1945-1950, textes traduits par Philippe Bouquet et rassemblés par Helena Autexier, éditions Agone). Avec *le Serpent* paru en 1945, Dagerman avait rencontré un tel succès que ce fut sans difficulté qu'il trouva un contrat avantageux pour son second ouvrage. Une période de grande production, plus de deux cents articles et quelques trois cents billets quotidiens pour *Arbetaren* ont accompagné la pré-gestation du livre. L'ouvrage rencontre, lui aussi immédiatement, le succès. Les chroniques se succèdent. S'il reprend le thème essentiel du *Serpent*, il va beaucoup plus hardiment dans la collecte des peurs et angoisses contemporaines. Il scrute la coupure de l'homme et du monde inaugurée par les horreurs de la guerre, par le règne du nazisme, l'absurdité criminelle de la dictature stalinienne broyeuse d'êtres et d'espairs.

Mais ce qui importe dans une réédition, ce n'est pas tant la pertinence historique d'un récit que son entrée en résonance avec les problèmes sociaux contemporains. Aujourd'hui où le cercle accéléré production-consommation et l'idolâtrie du consommateur organisent le suicide des consciences, il est bon de lire un ouvrage qui pose comme nécessité, non pas la lucidité du pessimisme, mais celle de l'à-venir.

L'Île des condamnés parle des désirs refoulés en dessous des désirs préfabriqués par la société de consommation, et il nous dit que ces désirs, pour éloignés de la surface des choses qu'ils soient, sont encore nommables. Les histoires rétrospectives de chacun des naufragés promis à une mort sûre relate cet effort.

Le lecteur est frappé par l'abondance des images qui caractérisent ce récit. Pour quoi

ce choix? Parce que les mots ont failli mais il reste les images, l'enchaînement des mots pour construire des images et ainsi déborder la réalité aliénée et tenter de trouver le réel. L'écriture devient un moyen donné au lecteur pour sortir de la conscience close, des pensées toutes faites, et (re)trouver le contact avec le réel. Il s'agit de ressaisir le réel en se ressaisissant soi-même. *L'Île des condamnés*, c'est un peu cela, faire de la lecture un instant qui rendent les espoirs nommables. L'écriture métaphorique y trouve son ressort: défaire les amoncellements de barrières idéologiques et morales, culpabilisantes et génératrices d'angoisses. Le livre pourrait être caractérisé de morbide; mais c'est le capitalisme, la déraison de l'individualisme, qui sont morbides. Et il s'agit pour l'art d'éviter les solutions morbides à la perte d'humanité qu'ont signé le nazisme, Hiroshima et tout ce monde qui les a conçus, portés, tolérés et servis. C'est une fonction de l'art de Dagerman portée au plus loin dans ce roman-ci: l'art peut permettre la déconstruction, la destruction des illusions aliénantes, les égoïsmes individualistes élevés en doctrine sociale, pour permettre aux êtres de conquérir une conscience lucide du monde. N'est-ce pas une leçon de chose aujourd'hui, cinquante-six ans après sa parution initiale en Suède?

Philippe Geneste

Stig Dagerman, *L'Île des condamnés*, traduit du suédois par Jeanne Gouffin, quatrième édition, avertissement de l'auteur et postface de Klas Östergren, traduction de Philippe Bouquet, Marginales-Agones, 2002, 304 p., 21 euros, en vente à Publico.



NOUS SOMMES dans un monde d'immersion des consciences en espaces clos, éclairés d'impuissance et de désespoir. Nous passons au milieu de choses regardant sans voir, parlant une langue codée où les mots errent hors du sens.

Humain machinal, nous ne combattons que pour ce qui manque, jamais pour le rêve. Tout passe et se passe sur fond d'absence. Dans les camps de concentration de la modernité sont nés des non-lieux, des non-lois, des sans-logis, des sans-papiers. Ils sont sur le terrain vague avec l'espoir que les portes des camps s'ouvriraient, parce qu'ils gardent foi dans leur agir potentiel.

Plus loin, dans d'autres camps, d'autres bannis du travail, des réfugiés, des déplacés, des déportés, produits du colonialisme, des guerres, des occupations, du néocolonialisme. Dans le pillage organisé d'un quart de la planète sur les trois autres quarts, il faut repenser les rapports de l'humanité car les ONG et le commerce équitable ne sont que des solutions de bonne conscience.

surfaces de l'ennui de la vie. La poésie peut être une arme de libération, les continents qu'elle partage avec l'utopie sont à portée d'exigence. Elle n'est pas une pensée sur la vie mais une présence du vivant. Elle prévoit de l'avenir ce qu'elle en réclame, si le monde ne l'effraie pas c'est qu'elle le forge autrement qu'il est.

Nous sommes protégés par la résistance des peuples, mais cela ne réduit en rien notre dette à l'égard de l'humain et de la vie, cela ouvre de nouvelles dimensions à la réflexion et à l'action et cela éclaire aussi notre nuit. Parce que la poésie sort les mots de l'exil où on les avait placés au nom d'une « communication » sans appel, parce que des rencontres étonnantes, déroutantes entre ces



Poésie, art et résistance

Poètes en action dans un temps incertain

Nous avons confondu liberté et abandon, valeurs et injonction : cela s'appelle le vide, et tout ce qui demeure de la beauté des choses s'attache d'une lumière amère.

Le monde s'épuise d'un manque de mémoire. Cette amnésie produit les folies au nom du bien et du mal, celle des destructions de l'humain-sacré, du patrimoine, de la parole collective, celle de la guerre et celle de l'inconscience raisonnée des États fous de pouvoirs. « Un monde se meurt, un nouveau monde tarde à apparaître, dans ce clair-obscur, apparaissent les monstres. » (Gramsci)

Nous sommes dans un de ces temps d'obscurité où seule la poésie comme mémoire du temps où les hommes et les dieux habitaient ensemble la terre, peut-être encore un pays de clarté verticale.

Dans « pourquoi des poètes en temps de détresse », Heidegger cite des vers improvisés de Rilke :

« Plus... Ainsi avons nous hors abri, / une sûreté, là-bas où porte la gravité / des forces pures ; ce qui enfin nous sauve, / c'est d'être sans abri, et de l'avoir, cet être, / retourné dans l'ouvert, le voyant menacer, / pour, quelque part le plus vaste cercle, / là où le statut nous touche, lui dire oui »

L'être sans abri sauvegarde : face au martyr des peuples en résistance, comment ces hommes et ces femmes résistent dans l'abandon, l'isolement et les drames extrêmes qu'ils vivent ?

Comment dans cette nuit qui les enveloppent aux yeux du monde, savent-ils maintenir le lien d'universalité, là où sans doute le désespoir les tenaille de le perdre ?

Comment vivre sans ce lien d'universalité de l'humain ?

Le sens attribué comme événement de l'humain est qu'il humanise. En nous plaçant dans le langage, nous nous déplaçons dans le paradoxe du langage et humanisons l'humain.

La poésie n'appartient pas aux poètes, elle est ce qui nous reste quand nous avons les mains vides, elle est notre regard quand nous avons traversé beaucoup de larmes, elle est cet homme qui se dresse sur les gravats des bombes l'ultime poème de son corps, elle est cet être qui crie au milieu des tortures : « Je suis un être humain », elle est cet oiseau adolescent qui désigne l'air, la liberté.

La « souffrante » intérieure, extérieure de chacune, de chacun à son espoir, doit et peut rencontrer en l'intervention poétique à tous les niveaux de l'existence, l'occasion de l'énonciation et du partage d'autres possibles que la résignation, l'abandon, l'éloignement infligés par le bruit assourdissant du seul verbe des grandes

mots selon des itinéraires qui ne sont plus tout tracés sont rendus possibles par la poésie, les intempéries du regard et de la parole de ce siècle commençant, annonce et poursuit peuvent espérer et voir le versant d'autres mondes qui veulent vivre, entendre et voir depuis et au-delà de leurs plaies.

Les génocides inscrits dans l'histoire rappellent que ce siècle moderne dépossède l'humain du feu, de l'onde et du vent, pourtant la résistance a un nom, des héros qui ne sont ni personnages de roman, ni dieux mythiques, mais la réalité d'un combat ancré dans la conviction ; ce combat a de tout temps été véhiculé par la poésie : à ce moment précis où les poètes savent qu'ils doivent écrire et laisser de leurs traces une sagesse, un patrimoine, une mémoire autre que les traces du désert de l'homme, il nous faut construire en pensant au féminin car nous sommes tous dans la dormition des martyrs et plongeons nos yeux dans la passion de celles qui sont à leur côté, comme en un miroir à la recherche de notre propre visage. Des femmes aux yeux calcinés de révolte attisent un temps celui de la parole. Seul scandale l'Énoncé de la conscience. Elles sont cercle et regardent les mondes. Il faut vivre de l'exil et être l'exilée du mot d'une syntaxe éventrée.

Dans ce temps incertain de la propagande et de la désinformation, des poètes ont décidé de s'unir pour briser les murs de silence face aux événements et aux faits graves qui nous parviennent de Palestine, d'Angola, d'Afghanistan, d'Haïti ou d'Occident. Face au terrorisme des États, chaque poète, chaque citoyen

porte cette part de responsabilité individuelle et collective face aux dangers qui menacent l'humanité. Nous appelons les poètes, les artistes et créateurs à s'engager comme n'importe quel citoyen de la société civile, à nous rejoindre dans les actions poétiques que nous engagerons par le biais de la poésie : écrits, lectures, débats afin que les condamnés, les humiliés, les battus à mort et les bannis, qui ont aussi notre visage, trouve un écho et un espoir réciproques comme humains qui se reconnaissent.

Manifeste co-écrit par Chantal Robillard, Geneviève Clancy, Nicole Barrière, Philippe Tancelin et Rebecca Gruel

Pour nous contacter

Nicole Barrière, 10, rue Ingénieur-Keller, 75015 Paris
nicole.barriere@libertysurf.fr

ou

Geneviève Clancy, 4, rue Le Goff, 75005 Paris

la Bavure de la République ou la Complainte des flics

Fantaisie d'André Monjardet

J'peux faire des trous dans Mohammed
J'suis pas adroit mais j'ai le droit
J'peux tabasser la Marocaine
J'ai tous les droits
J'ai pas de haine
Je suis couvert, j'suis policier.

Je suis couvert,
C'est moi l'État,
C'est moi la loi.

J'passe ma journée dans les quartiers
À pourchasser les émigrés,
Et à faire chier les sans-papiers
J'suis policier pour les faire chier.
De temps en temps j'en ramène un
Pour distraire les policiers

Et avoir droit de l'tabasser
J'traque les pétards,
J'matraque les fêtards,
J'arnaque les chauffards

J'ai tous les droits, c'est moi la loi
Je suis couvert, j'suis policier
Je donne la mort à bout touchant
Je donne la mort à tout bout de champ
Sans l'intention de la donner.
J'ai tous les droits, c'est moi la loi.

La République, je me la nique,
L'Algérienne, je me la trique,
Je suis couvert j'suis policier,
C'est moi la loi, j'ai tous les droits.
Je suis couvert, j'suis policier.

À l'occasion de la fête des Vendanges et des Ateliers portes ouvertes du 18^e arrondissement, la bibliothèque La Rue accueille des œuvres des artistes Rebecca Gruel (peintre) et Bob Shiego (mobiles). Vernissage le vendredi 4 octobre de 18 heures à 21 heures. Ouverture le samedi 5 de 14 heures à 20 heures et le dimanche 6 de 11 heures à 19 heures.

Bibliothèque La Rue
10, rue Robert-Planquette
M^o Blanche ou Abbesses.

RATP Semaine pour la gratuité des transports publics

Trottoirs payants

DIMANCHE 22 septembre 2002, environ trente personnes du Réseau pour l'abolition des transports payants se sont installées rue des Petits-Carreaux pour mettre en place un guichet vendant des billets pour le trottoir. Deux guichets étaient installés à 200 mètres l'un de l'autre et, entre eux, des contrôleurs et des sondeurs.

Dénonçant l'argumentaire de la RATP qui consiste à dire que tout doit se payer (nous savons parfaitement que le prix du billet rembourse à peine son contrôle et, qui plus est, que le billet est déjà payé une première fois par les impôts), nous avons décidé de pousser ce raisonnement jusqu'à l'absurde en montrant que si les transports en commun sont payants pourquoi

pas les trottoirs? Les réactions des gens furent plutôt bonnes. Cela les amusait, les interloquait et les poussait à la réflexion et à la discussion avec nous (bien que quelques personnes crurent qu'il s'agissait là d'un vrai contrôle et montrèrent leur carte orange). Un bilan donc positif pour une action originale.

Pierre Pawin

DU MARDI 16 septembre au dimanche 22 septembre 2002, s'est déroulée la semaine pour la gratuité des transports publics. Cette semaine, organisée par le RATP (Réseau pour l'abolition des transports payants), en collaboration avec le CRAP (Collectif des résistances et des alternatives à Paris) et le Collectif des usagers de la ligne 13, s'est tenue en parallèle de la semaine organisée par le ministère des Transports publics.

L'objectif de la semaine des transports gratuits était de porter le débat sur la liberté de circulation et la notion de service public. Bien plus que le simple port d'un pin's papillon pour « la prise de conscience du transport public dans les déplacements », comme le préconisait le ministère, il s'agissait, pour les collectifs investis dans cette action, de poser la question de l'accès aux transports et de la place des usagers et des travailleurs dans les prises de décisions.

Deux débats ont constitué le côté le plus théorique de la semaine. Le premier, mardi soir à la Miroiterie, s'est penché sur le problème de la criminalisation de la fraude dans les transports depuis les lois de sécurité quotidienne. Après la projection d'un film sur la lutte du CST (Col-

lectif sans ticket) à Bruxelles, deux personnes du syndicat de la magistrature ont répondu aux nombreuses questions concernant la réglementation. Le vendredi soir, à la Bourse du travail de Saint-Denis, il s'agissait de débattre du service public. L'échange fut constructif et de haute tenue. Il a débuté avec l'intervention de Bernard Dréano du Cédetim et de l'Aitec, sur la notion de service public, et de Laurent du CST sur la mise en place de la gratuité à Hasselt (Belgique).

Trois manifestations ont ponctué le reste de la semaine. L'action anti-pub qui eut lieu le mercredi soir fut de loin la plus réprimée. Ce fut celle aussi qui réunit le plus de monde. Il s'agissait, pour la soixantaine de personnes présentes d'arracher, de taguer et de bomber les affiches publicitaires. Ce qui, forcément, ne fut pas longtemps toléré par les gros bras du CSA (une des milices de sécurité de la RATP). Malgré une bonne réaction collective, les forces policières ont réussi à interpellé deux personnes, qui ont été relâchées dans la soirée. Les deux autres actions de la semaine se sont passées beaucoup plus pacifiquement. Le samedi eut lieu une de nos traditionnelles actions « portes ouvertes », réunissant

une quarantaine de personnes à la station Saint-Lazare. Pendant plus d'une heure, jusqu'à ce que nous ayons distribué tous nos tracts et nos tickets « Zéro euro, zéro fraude », des discussions se sont nouées avec les usagers.

Les gendarmes présents, notamment de la BIVP (Brigade d'intervention sur la voie publique), n'ont rien empêché. Enfin, le dimanche, nous avons inauguré un nouveau type d'action. Le RATP, devenu régie autonome des trottoirs payants, s'est installé au départ d'une rue piétonne avec contrôle des billets à l'entrée. Dérision et humour, qui ont suscité nombres de réactions étonnantes parmi les piétons du dimanche!

De plus une caméra de Zaléa TV nous a suivis toute la semaine, et la radio Fréquence Paris Plurielle nous a invités le jeudi soir à venir discuter de la gratuité avec une syndicaliste de Sud-Rail. Une rencontre tout à fait intéressante qu'il serait bon d'approfondir.

Une semaine donc plutôt réussie, qui a d'ailleurs bénéficié d'un certain écho dans la presse. *Le Parisien*, *Métro*, *Vingt Minutes* et même *le Monde* en ont parlé.

À poursuivre, donc...

Emmanuelle
groupe de Montreuil

Valence Des anars qui défendent le mariage ?

RASSUREZ-VOUS, nous n'avons pas défendu cette institution en tant que telle. Il se trouvait qu'Habib, Marocain résidant au Maroc, et Malika, Marocaine résidant en France depuis treize ans, souhaitaient se marier. Mais le maire de Valence, de droite extrême, avait refusé de célébrer l'union le 14 septembre, arguant de l'éventualité d'un mariage blanc, alors que l'enquête poursuivie par le préfet et le procureur avaient donné leur autorisation.

Ce refus, totalement illégal, mais surtout basé sur un racisme provocateur, avait été dénoncé par nombre d'associations locales de défense des immigrés, tel le GISTI. Le mariage devait de nouveau, sur décision préfectorale, avoir lieu le 21 septembre, malgré la situation dès lors irrégulière du marié. Un rassemblement de soutien devait se tenir, à l'appel du tissu associatif valentinois et du collectif de soutien aux sans-papiers de Lyon. Un contre-rassemblement de la droite extrême a eu lieu. Partisans du maire et éléments fascistes locaux, nettement moins nombreux mon-

traient leur vrai visage avec quelques saluts nazis. Nous avons appris au dernier moment que la préfecture voulait arrêter le marié avant la cérémonie. C'est pour cela que nous sommes allés chercher un leurre, qui devait lire une déclaration au nom du marié, se faisant passer pour lui derrière un masque blanc. Du fait de l'important déploiement de police, 200 personnes sont allées le chercher. C'est alors qu'une dizaine de policiers en civil, croyant qu'il s'agissait du marié, a tenté de se frayer un chemin pour l'arrêter. Une chaîne s'est immédiatement formée, permettant de retarder leur avancée malgré l'intervention de nombreux CRS matraquant à tout va. Le leurre a ainsi pu s'échapper, mais l'intervention policière a fait deux blessés, dont un journaliste. Nous avons pu constater ainsi le mépris de l'État pour sa propre légalité. Nous continuerons à défendre la liberté de circulation par l'action directe ainsi que la liberté de vivre avec ses amis et ses amours.

Sam
groupe Durruti, Lyon

Nîmes Intervention ou pas, la police fait des dégâts

LE LUNDI 20 mai 2002, en pleine feria de la Pentecôte à Nîmes, une intervention visant à éviter un accident qui aurait pu être grave s'est soldée par une arrestation musclée et une garde à vue. La suite se déroulera devant les juges, le 17 octobre 2002 au tribunal correctionnel de Nîmes.

Cette malheureuse affaire s'est déroulée au cours d'une action menée par des opposants à la corrida dont l'un des membres, suspendu à une corde, déployait une banderole. Cette banderole, tirée par un « aficionado » menaçant de faire tomber le grimpeur, et la police restant sans réaction, Robert Latapy, témoin de la scène, fit remarquer

aux forces de l'ordre qu'elles devaient intervenir pour éviter une chute grave. Repoussé une première fois, M. Latapy insista pour que la police intervienne dans l'intérêt du manifestant anti-corrida, menacé par la foule. C'est alors qu'il fut pris à partie par des policiers, jeté à terre où il se blessa au genou ; menotté puis mis en garde à vue où on lui signifia sa convocation au tribunal, sur décision du procureur. Ce sera un procès infligé à une personne qui cherchait à porter assistance à une personne en danger.

En réalité, ce qui est reproché à l'accusé, c'est d'être intervenu pour dire la dangerosité d'une situation parce qu'il ne se satisfaisait pas d'une attitude passive de la police et qui pouvait avoir des conséquences très graves pour le grimpeur.

L'accusation de « coups et blessures » et « rébellion » (alors que notre témoin actif n'a porté aucun coup) ne masquera pas le fait que la police n'aime pas ceux qui lui reprochent ses propres défaillances. Cette situation est l'expression de la toute-puissance d'une force publique sur les hommes et les femmes qu'elle est censée représenter et protéger.

Nous appelons les personnes et associations qui constatent que les idées et les pratiques sécuritaires font de la police une institution que peu de gens contestent, à se rassembler en soutien à Robert Latapy, le 17 octobre à 14 heures devant le palais de justice de Nîmes.

Groupe Gard-Vaucluse, FA

Besançon

Troc pour un monde meilleur.

Vos idées sont notre plus grande richesse !

TROIS associations féministes combattent les idées d'exclusion et revendiquent : « le désir et le droit de vivre ensemble avec nos différences ». Pas d'échange d'argent... objet contre une idée ! Parce qu'échanger des idées est notre plus grande richesse. C'est uniquement en discutant avec les gens là où ils sont que nous pourrions combattre les idées d'intolérance. Nous refusons les boucs émissaires de ceux qui s'enrichissent en cultivant la haine de l'autre. Les étrangers, les jeunes, les femmes, les homosexuel(le)s... autant que les minorités désignées pour éviter le débat de fond sur la pauvreté.

Alors pourquoi ne pas les partager ?

C'est en reprenant possession de nos désirs et de notre parole que nous pourrions ensemble réfléchir et construire notre avenir.

Le rêve est possible !

Quittons notre oreiller et notre écran de télé, la vie est dans la rue ou sur le palier de notre appartement. Alors rejoignez-nous, apportez vos objets, vêtements... et surtout vos idées aux prochains trocs.

Associations La Loba,
Sorcières sans frontières,
Solidarité femmes
27, rue Mégevand

Dijon Concerts aux Tanneries 17, boulevard de Chicago

4 octobre

Rude Boy System, Herbiem, Skarabosse

9 octobre

Anima, Flatpig

12 octobre

5^e Kolonne, Casa del Fonky (hip-hop).

19 octobre

Sin Dios, Cria Cuervos (anarchopunk)

Renseignements: tanneries@free